

Le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation de Caen a scanné et passé à la reconnaissance de caractère ce texte en juillet 2011. Nous l'avons également féminisé.

Il s'agit d'un dossier sur le mouvement squat en Europe, dossier tiré de la revue française « Classes Dangereuses » N°2/3, automne-hiver 1983.

Ce dossier, au delà d'un « instantané » qui appartient désormais à l'histoire, pose des questions récurrentes, et souvent cruciales (sur le rapport aux médias, aux institutions, à la légalisation des occupations, sur le manque d'approfondissement théorico-pratique et de communication dans le mouvement, sur la diversité des optiques et réalités qui existent dans la pratique du squat...), questions qui se posent évidemment encore aujourd'hui dans le mouvement squat européen.

Il est malheureusement possible, malgré les relectures effectuées, que des coquilles subsistent.

D'autres textes scannés ou traduits sont librement téléchargeables sur le site internet du Collectif : <http://ablogm.com/cats/>

EUROSQUATTS

Au regard de l'évolution des luttes sociales dans les pays européens, un lieu essentiel du quotidien des populations a été plus particulièrement marqué par des conflits d'un type nouveau : la maison. Au cours de cette dernière période, les capacités d'investissement des jeunes se sont beaucoup plus dirigées vers la maison et le territoire que vers le monde du travail. L'attraction affaiblie des ouvriérismes en tous genres (pris au sens des théories politiques mettant en valeur la conquête de l'ouvrierE pour construire une organisation) laissa la place aux luttes sur le territoire, surtout dans des pays où le contrôle de la classe ouvrière par les syndicats était le plus fort. La transformation de la composition sociale de la jeunesse, c'est-à-dire l'approfondissement d'une conscience de la précarité de l'existence, le refus de plus en plus élargi d'un mode de vie scandé par le travail salarié, l'extension d'une culture propre avec ses nouveaux réseaux d'organisation et d'éclosion de volontés créatrices indépendantes ont rendu plus urgent le besoin de lieux propres, autonomes, où des relations nouvelles puissent être vécues. C'est ainsi que les mouvements spontanés qu'a connus la Suisse en 1980-1981 sont très significatifs de la jeunesse des années 80, de ses désirs, de ses potentialités et de son fonctionnement dans le corps social. D'autant que la Suisse ne connaissait pas depuis des années la constitution d'une tradition antagoniste fondée sur l'occupation de logements ou de centres collectifs (anciennes usines désaffectées), ce qui n'est pas le cas des Pays-Bas, de la République Fédérale d'Allemagne et de Berlin-Ouest en particulier, de la Grande-Bretagne et, dans une moindre mesure de la France, qui à des titres divers ont une tradition de lutte sur le territoire.

Le « squatt » est donc une forme de lutte qui « marche ». Elle est l'expression de la volonté immédiate de résoudre un besoin impératif et naturel : celui de se loger. Sa plus ou moins grande extension dans les grandes cités européennes réside dans les rythmes de la rénovation immobilière qu'ont toujours connus les grandes villes. Ces flottements, creux entre l'expulsion des anciens locataires et la destruction ou la rénovation des bâtiments dans les gestions des parcs immobiliers, sont de plus en plus évidents depuis 1973, où la crise a bien évidemment eu des répercussions sur la politique du logement d'autant que par exemple à Paris, l'État et la ville s'étaient lancés dans de grandes opérations, par exemple la Défense.

Le développement des squatts est bien évidemment fonction des lieux laissés libres par la politique du pouvoir. Ainsi, à Paris les luttes de maisons ont-elles pu connaître une sorte de nomadisme trans-arrondissement au gré de l'avancement des rénovations ponctuelles envisagées puis entamées par l'État. Aux squatters du XV^{ème} juste après 1968 ont succédé

ceux du XIV^{ème}, puis ceux du XX^{ème} et finalement les occupants-rénovateurs du XIX^{ème}. Chacune de ces étapes du nomadisme conflictuel a correspondu à une génération de projets et a vu se développer des formes d'organisation différentes s'inscrivant dans des projets globaux qui ont peu de rapport entre eux. C'est dire l'historicité de chacune de ces vagues, leur caractère unique et ainsi la difficulté d'établir un schéma rigide des conditions rendant une occupation efficace. Les critères ne sont pas seulement repérables dans le fonctionnement interne du squatt, mais aussi et surtout dans les finalités que se donnent les différentEs occupantEs. L'occupation de maisons est par définition quelque chose de précaire, d'in-institutionnalisable où se mesure un rapport de forces, mais aussi quelquefois un rapport de silence (il suffit de savoir: que nombre de squatters/euses et de pratiques se multiplient souvent dans l'anonymat). Le problème du squatt aujourd'hui réside dans ce qu'il est devenu pour toute une fraction du mouvement politique inorganisé, un palliatif devant l'absence de lieux de conflictualité. D'autre part, la population des squatts est par nature, quant à ses perspectives, très homogène : en majorité constituée par des gens qui placent avant tout autre chose la possibilité de vivre ensemble à plusieurs, tandis qu'une minorité y voit la possibilité de participer à l'agrégation de forces antagonistes en dehors des appareils idéologiques sur un terrain où peuvent s'exprimer des besoins sociaux.

Passant d'une perspective politique précise et liée à un projet de travail d'organisation mené en direction des travailleurs immigrés (les squatts maoïstes) à une occupation de maisons pour mener un retour du privé (même communautaire) à la suite des échecs gauchistes le squatt est devenu sous l'influence de certaines expériences en Allemagne et aux Pays-Bas, l'endroit idéal pour mener un projet de contre-culture, voire de contre-société, avec en regard toujours l'autre face du discours concernant le squatt-rampe de lancement à une mobilisation sociale tous azimuts pouvant s'opposer à l'État, en offrant un cadre d'agrégation aux individus au-delà des expériences partitiques malmenées par la crise du militantisme.

Telles sont les données d'un débat aussi ancien que les occupations de maisons politiques. Elles courent tout au long des textes et des comptes rendus que nous publions dans les pages suivantes. Les trois expériences mentionnées sont aussi différentes les unes des autres, mais elles ont un point commun : la figure sociale qui se reconnaît dans ces pratiques. Une génération qui va au-delà des pratiques « libératrices » des années soixante qu'elle a déjà intégrées pour se replacer de nouveau sur le terrain du politique. Un mouvement à l'échelle européenne que la crise et ses effets pervers ne sont pas prêts de désamorcer...

150M² PAR SQUATTER : SI VOUS ÊTES À AMSTERDAM, PASSEZ CHEZ WIJERS

Dans la partie nord du centre d'Amsterdam, tout près de la Gare Centrale, s'élève l'ensemble Wijers, un gigantesque immeuble squatté, ayant une superficie de 16000 M2.

Jusqu'en 1976 y étaient installés les établissements du plus grand négociant en textile de Hollande, la maison Wijers, qui comptait il y a 25 ans plus de 1000 employéEs.

Après des mois de préparation, l'ensemble, qui comprend environ huit immeubles, a été squatté le 3 octobre 1981. Environ 500 squatters/euses venant des différentes parties de la ville se chargèrent de l'opération en présence de représentantEs de la presse et d'une équipe de journal télévisé (en général les squatters/euses d'un ou deux quartiers seulement se chargent d'une telle opération).

Le premier groupe de 50 à 70 habitantEs a augmenté pour devenir le groupe actuel de 110 personnes. Il s'est avéré difficile de réaliser une structure plus ou moins stable dans un aussi vaste groupe d'immeubles. Le but initial était de faire occuper les immeubles par des communautés de 5 à 10 personnes. Divers groupes d'habitantEs seraient chargés de l'orientation et de l'organisation, et s'occuperaient de l'admission de

nouveaux habitantEs, des questions financières, de la construction de nouveaux appartements, etc. Cependant, à l'heure actuelle, personne ne sait au juste combien d'habitantEs occupent les immeubles. Le fait que certaines parties des immeubles sont inutilisables en tant qu'habitations (celles, entre autres, où il n'y a pas de fenêtres), a fait naître un certain nombre d'idées qui ont pour but de créer des activités différentes. En outre, le manque d'établissements pouvant être loués à bas prix dans le centre de la ville, ajouté au fait que certains habitantEs n'ont ni travail ni allocation de chômage a donné l'idée d'y commencer de petites entreprises. De palais d'adolescentEs (il y avait, surtout au début, un grand nombre de punks), voilà comment Wijers est devenu un centre d'habitation, de travail et de culture.

EFFETS POLITIQUES ET JURIDIQUES

L'ensemble Wijers est la propriété de la plus grande multinationale de construction de Hollande, la HBM, qui a 80 filiales dans le monde entier. Aussitôt après le squattage, la HBM a essayé de faire prononcer une sentence d'expulsion en se servant d'une combine juridique, qui a échoué au printemps 1982.

À cette même époque, la HBM adressa à la municipalité d'Amsterdam une demande d'autorisation pour bâtir un hôtel de la chaîne Holiday Inn à l'emplacement actuel de Wijers. L'autorisation ne fut alors pas accordée : un accord devait être conclu entre la municipalité, la HBM et Holiday Inn dans lequel, outre les conditions de construction de l'hôtel, d'autres questions telles que parking, style d'hôtel, construction d'appartements à loyers modérés à côté de l'hôtel, etc. seraient réglées.

En mars 1983 cet accord fut présenté au Conseil Municipal. Pour la première fois depuis le squattage, l'affaire Wijers devenait de nouveau une affaire municipale.

Les idées que nous avons pour effectuer des changements dans l'immeuble ne prenaient corps que très lentement et restaient pour cette raison assez vagues. Pourtant, nous commençons à les réaliser avec l'aide d'autres squatters/euses, d'architectes, de spécialistes du planning. Nous avons tenté d'intéresser la ville à nos projets, afin d'arriver peut être à persuader la municipalité de voter contre Holiday Inn. Bien que nous ayons obtenu beaucoup de soutien et que nos projets aient eu du succès, le Conseil Municipal décida le 29 juin de bâtir l'hôtel à l'emplacement de Wijers. L'autorisation de démolir l'immeuble et l'autorisation de bâtir ont été délivrées au mois de juillet. Il n'y a pas encore eu de sentence d'expulsion des occupantEs de l'immeuble.

ACTIVITÉS

À côté d'un grand nombre d'appartements, Wijers comprend un restaurant, un magasin d'alimentation ouvert le soir, une galerie, un café, un bureau de construction, une piste de patins à roulettes, un acupuncteur, un magasin de vêtements d'occasion, une salle de concerts, auxquels seront ajoutés très bientôt une cafétéria, un glacier et un cinéma, et j'en oublie sans doute.

Dans notre lutte contre Holiday Inn, nous avons toujours mis au premier plan nos idées sur l'avenir de Wijers, afin de ne pas être reléguéEs dans une position de défense et de réaction, et parce que nous sommes persuadés que nous avons un projet intéressant non seulement pour les habitantEs et les visiteurs/euses actuelLEs, mais pour la ville entière. Grâce à Wijers nous voulons faire front à la transformation du centre ville en centre d'affaires (bureaux, grands hôtels, routes, disparition des appartements bon marché et des petites entreprises). À notre avis, le centre d'Amsterdam intéressera beaucoup plus de personnes si Wijers y reste que si on y construit un immense hôtel, où logerait un nombre relativement petit de visiteurs/euses et qui pour le reste n'aurait rien à leur offrir. En outre, Wijers veut s'occuper d'un grand nombre de projets intéressants, de travaux et d'activités multiples destinés aux jeunes, et ceci à un moment où la politique officielle n'a trouvé d'autre solution au chômage des jeunes que la réduction de leurs allocations de chômage. Une cinquantaine de petites entreprises se sont déjà présentées pour s'installer dans l'immeuble.

AIDE

Des groupes très divers sont venus offrir leur aide : architectes, économistes, spécialistes du planning, fonctionnaires de la municipalité, centres culturels, groupes de locataires, mouvements féministes, institutions culturelles, syndicats, le Conseil des Églises, le Conseil de l'Université, organisations d'hôtelierEs d'hôtels petits et moyens, etc. L'assemblée municipale du Parti du Travail (parti socialiste-démocrate) a décrété qu'on ne pouvait pas encore prendre de décision à propos du projet Holiday Inn. Mais la section du Parti du Travail qui siège au Conseil Municipal n'ayant pas respecté cette décision, la majorité du Conseil Municipal a voté pour la construction du Holiday Inn. Seuls le Parti communiste, le Parti radical et le Parti pacifiste-socialiste (qui possèdent ensemble 10 des 45 sièges du Conseil) nous ont soutenus. Le Congrès du Travail Wijers qui a eu lieu fin mai a reçu environ 1000 personnes, et 1500 à 2000 manifestantEs se sont rendus à la manifestation organisée fin juin.

CONTINUONS

Nous n'avons pas l'intention d'attendre la sentence d'expulsion et ses procédures que nous ne connaissons que trop. Si celle-ci est prononcée, ce sera sans doute au printemps 1984. Nous continuons notre action d'après deux directives :

- la poursuite des projets que nous avons développés pour Wijers en essayant d'y intéresser le plus grand nombre possible de personnes et de groupes habitant Amsterdam ;
- essayer de faire échouer l'accord conclu par le Holiday Inn. La construction de l'hôtel dépend de quatre parties : la municipalité, la HBM (propriétaire et entrepreneur de construction), Holiday Inn et l'ABP (qui finance le projet et qui est la plus grande caisse de retraite de Hollande). Si l'une des quatre parties se retire, la construction de l'hôtel sera bien retardée ou même elle n'aura pas lieu du tout.

Nous voulons exercer une telle pression sur ces parties qu'elles renoncent à l'accord conclu. La façon dont nous exercerons cette pression dépend de leurs points faibles ».

Nous essayons d'exercer une pression sur l'ABP grâce entre autres aux déclarations de groupes d'employéEs qui doivent verser l'argent de leur cotisation de retraite à la caisse de l'ABP. En outre, un grand nombre de scandales (corruption, chantage, spéculations) auxquels est mêlé l'ABP et qui ont causé pas mal de remous dans la presse néerlandaise ces dernières semaines nous aident à atteindre notre but.

L'élément le plus faible des quatre est sans doute le Holiday Inn, car le succès de ce trust à milliards dépend de sa réputation auprès du public touristique des hôtels. Nous avons commencé par jeter des boules puantes dans ses succursales néerlandaises et par distribuer à l'aéroport de Schiphol des tracts dans lesquels nous invitons le public à boycotter Holiday Inn dans le monde entier. Cependant, il n'est possible d'exercer une pression effective qu'à un niveau international. Nous désirons dans ce but de faire un appel urgent pour que dans le monde entier l'action soit engagée contre Holliday Inn.

Wijers est plus qu'un immeuble squatté, plus qu'un groupe d'appartements à prix modéré dans une ville qui connaît une énorme crise du logement. Wijers fait front à la transformation des centres ville en centres d'affaires, Wijers est pour une autre façon de développer le centre d'Amsterdam, pour créer des emplois et trouver des activités à des jeunes qui n'ont pour le reste aucune chance, pour laisser s'épanouir des activités culturelles dont personne ne s'occupe.

Septembre 1983
Amsterdam

WIJERS BLUES

Q. Vous venez d'Amsterdam pour présenter le squatt où vous habitez. Olivier, tu es français, tu vis à Amsterdam depuis quatre ans, est-ce que tu peux parler en gros des squatts à Amsterdam, et peut être après on en viendra à ton squatt particulier ?

R. - À Amsterdam, il y a quinze mille squatters, peut-être vingt mille aujourd'hui, sur sept cent mille habitants. Sur ces vingt mille squatters il ne faut pas penser que tout le monde est organisé, en fait il y a

beaucoup de gens qui se contentent de squatter, de vivre tranquillement dans leur coin. Mais il y a quand même un mouvement relativement bien organisé avec des réunions à l'échelle de la ville, des réunions à l'échelle des quartiers. Dans chaque quartier il y a une permanence des squatters pour les gens qui veulent se joindre au mouvement, qui cherchent une maison. Il y a des radios dont une s'occupe en particulier presque exclusivement des histoires de squatts, plus tout ce qui a trait à l'opposition extra-parlementaire, il y a aussi un journal ...

Q. C'est un mouvement qui est déjà ancien sur Amsterdam, qui a déjà une histoire ?

R. Oui depuis le début des années soixante, il y a toute une histoire ; ça n'est pas nouveau.

Q. Donc, c'est quelque chose de quasi institutionnel, mais il y a des expulsions qui se poursuivent ?

R. Quasi institutionnel, c'est difficile de dire ça, c'est pas du tout quelque chose de légal, le pouvoir a toujours à composer avec les squatts.

Q. Les expulsions qui ont lieu sont parfois violentes au point que l'on en entend parler jusqu'ici, alors comment ça se passe ?

R. Du fait du durcissement des autorités face au mouvement, évidemment les expulsions ont pris un caractère de plus en plus violent. Le dernier squatt a beaucoup fait parler de lui ; c'était le Lucky-Luck et ça a été l'occasion d'une épreuve de force très dure entre la police, l'État et les squatters. C'était devenu une affaire de prestige. D'un côté, pour les quatters, montrer que nous étions capables de résister à la répression, et pour la commune d'Amsterdam, montrer qu'elle était capable d'évacuer un squatt même si tout le mouvement se groupait pour le défendre.

Q. Quand tu parles d'un squatt, ça représente déjà beaucoup de monde, le tien par exemple, combien êtes-vous ?

R. Nous sommes cent cinquante, mais Lucky-Luck était un petit squatt qui avait pris une grande importance stratégique et symbolique. Le squatt d'où je viens est aussi très important politiquement; je crois que tout le mouvement squatter en Hollande est concerné par ce qui se passe chez nous ; c'est aussi le plus grand squatt d'Amsterdam à l'heure actuelle. En plus des cent cinquante personnes qui y habitent, il y a tous les projets. Projets qui sont basés sur l'idée de faire un centre de la vie alternative à Amsterdam, en permettant à de petites entreprises alternatives de s'installer dans les locaux que nous occupons à l'heure actuelle. Il y a l'habitat, mais aussi le travail, pour résoudre les problèmes de chômage.

Q. J'ai du mal à imaginer comment cent cinquante personnes peuvent vivre dans une maison, c'est une maison qui est composée d'appartements, c'est des gens qui vivent en communauté, comment y vit-on ?

R. Au début, quand on a occupé les bâtiments, il y a deux ans, on a trouvé des bâtiments nus, à moitié démolis, sans eau ni gaz, ni électricité. On a été obligé de s'organiser, on s'est installé tant bien que mal ; maintenant, la façon dont on vit n'est pas du tout royale. On s'est organisé par groupes, par étage en fait, les jeunes se sont groupés par affinité et ils se sont installés à cinq, six, sept personnes avec une douche, une cuisine, un WC en commun ; pour le reste, ils s'intègrent dans un groupe ou non, il y a des gens plus individualistes...

Il faut voir que les bâtiments sont très grands, une grande surface reste inemployée et c'est pour cela que l'on ne s'en tient pas seulement à un projet d'habitat et qu'on voudrait pouvoir attirer des entreprises alternatives, pour utiliser cette surface en plein centre ville.

Nous sommes cent cinquante sur 16 000 mètres carrés, il faut s'imaginer quelque chose comme les Galeries Lafayette à Paris, on ne peut pas tout habiter. Il y a des groupes de théâtre qui répètent, les caves sont utilisées par des musicienNEs, on a aussi ouvert un bar qui marche tous les week-ends, il y a une galerie le long d'une rue très passante où il y a régulièrement des expositions, il y a un restaurant qui fonctionne tous les jours de la semaine.

Q. Tu peux expliquer comment vous êtes parvenus à installer tout ça ?

R. Toutes les facilités minimum ont été obtenues petit à petit, avec cent cinquante personnes décidées à travailler et à installer ce genre de choses, ça va, il n'y a pas de gros problèmes administratifs pour faire réinstaller l'eau, le gaz, etc. Le fait que ce soit un squatt n'est pas l'affaire de l'EDF.

Au début, il n'y avait pas d'expulsions en vue ; on avait donc le temps de s'installer.

Une des raisons qui a motivé le choix d'occuper un gros bâtiment comme ça, c'est justement le fait qu'un bâtiment de ce type offre la possibilité de commencer un projet, ce qui n'était pas le cas là où je squattais avant ; c'était un immeuble où j'occupais un étage.

C'est une des idées qu'il y avait à la base du squattage de cet énorme bâtiment ; la plupart des gens qui sont venus y habiter, y sont venus avec l'idée d'y commencer quelque chose de plus important que le fait d'y habiter.

Q. Quelle était l'attitude, au départ, de la municipalité devant cette entreprise, est-ce qu'à Amsterdam la municipalité n'a pas une oreille plus favorable qu'à Paris à ce genre d'initiatives ?

R. Ce qui se passe, c'est que la ville n'a pas une attitude intolérante comme la ville de Paris, ce qui tient au fait qu'Amsterdam est aux mains du PS hollandais et qu'il y a une gestion, disons de gauche, depuis longtemps, la façon dont la municipalité a réagi par rapport à nous a été simple. Ils nous ont dit que ce qu'on faisait était très bien, que ça avait une valeur en soi, que ça pouvait être pris en considération, mais qu'il n'était pas possible de continuer notre projet là où l'on était et qu'il fallait que l'on parte. Ce qu'on faisait c'était bien, mais il fallait tout de même partir. Donc, municipalité de gauche ou pas de gauche, ce qu'ils nous font, ce sont des concessions de pure forme, sur le fond, ils nous envoient quand même la police.

Q. Actuellement il y a une procédure qui est engagée contre vous et qui risque d'aboutir à une expulsion ?

R. Oui, c'est ça ; les deux premières années du squatt se sont à peu près bien passées, parce que les intrigues financières bloquaient plus ou moins l'opération. Il n'y avait pas vraiment de projet, il n'y avait pas vraiment de financement. Dernièrement, les choses se sont précipitées, ils ont effectivement terminé leurs plans en ce qui concerne la maison, ils veulent la raser pour construire un hôtel à la place.

Il faut noter que le propriétaire de la maison, c'est la plus grande société de construction du Benelux, le Fonds de retraite des fonctionnaires qui finance le projet, est le plus gros fonds de retraite de Hollande, et le futur hôtel, Holiday Inn est la plus grosse chaîne d'hôtels mondiale...

Q. Et vous, vous êtes le plus gros squatt d'Amsterdam ?

R. On voit aussi tous les intérêts financiers qui se cachent derrière cette affaire, ce n'est pas du tout une petite affaire.

Q. Comment vous situez-vous là-dedans, où en êtes-vous

R. La commune joue l'apaisement et nous a fait une proposition que l'on ne peut absolument pas prendre au sérieux. Il n'y a aucune raison, vu l'attitude qu'a adoptée la commune avec les autres squatts, de lui accorder quelque crédit que ce soit ; déplacer cent cinquante personnes et nos projets dans d'autres locaux dont personne ne sait ce qu'ils sont, c'est une proposition pour la galerie. Le 15 septembre, le jugement définitif va être rendu, ils utilisent contre nous une procédure qui est particulièrement ennuyeuse, le Droit hollandais laisse la possibilité de procéder contre nous sans que nous soyons partie prenante du procès. Ça se passe entre l'entreprise de démolition et le propriétaire, il y a donc une espèce de procès interne, d'entente entre les propriétaires, et nous on est complètement exclus de la procédure.

En ce moment, il y a un gros scandale en ce qui concerne le financier (la Caisse de retraite - l'AVP); il y a des irrégularités financières, des affaires de chantage. Il paraîtrait que l'AVP se soit livrée à plusieurs opérations louches, il commence à y avoir des enquêtes, ça sort dans la presse.

Ce qui est drôle, c'est que le ministre de la Justice qui est chargé de l'enquête sur le scandale est lui-même le précédent directeur de la Caisse de retraite !

Q. Donc, actuellement, vous avez entrepris une campagne d'information en Europe ?

R. Oui, on a pris des contacts avec plusieurs organisations, il y a des gens de Wyers qui sont allés à Londres, qui ont pris contact avec le mouvement squatter londonien, pour organiser un soutien à l'échelon international, il y a des contacts à Berlin, et puis nous on est venus à Paris pour voir quel soutien il serait possible d'avoir sur Paris.

Une des choses qui nous intéresserait beaucoup, ce serait d'avoir un maximum d'infos sur Holiday Inn ; il semble que dans diverses régions du monde, ils se soient livrés à des opérations de spéculation ; plus nous aurons de renseignements sur eux et contre eux, plus notre campagne sera efficace.

Nous allons faire un grand festival culturel à Wyers pour les gens de Paris ; il faut contacter les OR 19; ce festival est en octobre, et s'il y a des gens pour organiser quelque chose depuis Paris, ils seront les bienvenusE.

Q. Le jugement est le 15 septembre, vous pensez être toujours dans les lieux fin octobre ?

R. Oui, on y sera, ça ne va pas se passer comme ça, on a tout le mouvement squatter d'Amsterdam derrière nous, c'est vraiment la grosse affaire de squatt d'Amsterdam, politiquement c'est très important.

OCCUPEZ, RÉNOVEZ ET APRÈS... ENTRETIEN AVEC DEUX O.R. DU XIX^{ème}

C.D. - Tout d'abord, comment en êtes-vous arrivés à vous poser le problème de squatter dans le 19ème ?

R. - Il y a un ensemble de raisons. D'une part, on a rencontré des gens qui squattaient dans le 19ème, et qui semblaient plus intéressants que d'autres squatters/euses parisiens. Au niveau quotidien, ça semblait être quelque chose de vivable ; il y avait un minimum de confort (eau, téléphone, électricité), des chambres individuelles, des espaces collectifs pouvant donner lieu à des activités publiques sur le quartier. Squatter, c'est d'abord résoudre un problème de logement, échapper aux chambres de bonnes, au foyer familial ou à l'isolement, avec en plus la possibilité de créer et d'utiliser des équipements collectifs (bibliothèque, machine à écrire, machine à laver, ronéo...).

Nous arrivons au moment où la première maison occupée, 182/184 rue de Crimée, abrite un café qui fonctionne de bouche à oreille, sur un réseau de connaissances, de copains/ines. Cette maison a été ouverte à l'automne 1981, par les gens qui, ayant connu de près les squatts des Vilins dans le 20ème et séjourné à Amsterdam et à Berlin, avaient décidé de tenter de squatter autrement, de leur côté, sans pour autant être des squatters/euses clandestins.

La première chose qu'ils font, en occupant leur pavillon, c'est d'ouvrir ce café. Puis, l'immeuble vide derrière le pavillon se remplit progressivement. Cinquante à cent personnes passent toutes les semaines au café et d'autres projets de squatts sont pensés. Quatre nouvelles maisons s'ouvrent dans le 19ème.

Nous arrivons aussi après le 10 mai 1981. « L'État de grâce » avait fait des ravages dans ce qui restait du mouvement, de possibilités d'antagonismes avec l'État, incitant à un repli. Les quelques expériences faites entre le 10 mai et ce mois de mai 1982 où nous nous sommes installés dans le 19ème, étaient là pour le prouver.

Donc on se retrouve dans un milieu plutôt libertaire, lié aux luttes des insoumis, avec comme préalable une critique et même une répulsion face aux autres squatts parisiens.

Il y a d'une part, les squatts d'Action Directe dans le 18ème, où sur le schéma classique, une organisation trouve matière à expérience politique en construisant un squatt immigré un peu à la manière de la Gauche Prolétarienne, en beaucoup plus petit, avec un discours sur l'anti-impérialisme dans les métropoles, et qui fait du squatt un pur enjeu politique. Et d'autre part les squatts du 20ème où on vivait plus, peut-être, mais mal, dans une misère, une zone, impossible à supporter. Le squatt, pour nous, c'était le besoin d'échapper à la misère ; notre repli se faisait sur un terrain où on espérait repartir de l'avant en consolidant, en ancrant mieux nos projets dans la réalité.

Il fallait que le squatt fût le luxe, un confort rarement atteint et un terrain de lutte politique quotidienne. De plus, l'époque se prête plus que jamais à cette lutte, car le nombre des logements vides atteint le chiffre de 165 000 à Paris, avec un nombre équivalent de mal logés.

C.D. - Les exemples qui vous venaient à l'idée, c'étaient les exemples des pays du Nord, Allemagne, Hollande, de squatts que vous aviez déjà vus ou dont vous aviez entendu parler directement ?

R. - Oui, ces exemples étaient dans la tête de tout le monde, avec en plus l'idée d'un point de vue politique, qu'avec le gouvernement de gauche s'ouvraient des espaces non pas infinis, mais des failles nouvelles. On pouvait essayer de se glisser à l'intérieur des contradictions du PS. Nous avons développé tout un discours sur

la vie associative, toute une façon d'utiliser le droit en essayant de reprendre une partie du discours du PS ou de fractions du PS pour les utiliser à notre profit. Il n'était pas question de s'épuiser, comme dans d'autres squatts, à provoquer un affrontement avec l'État le plus violemment et le plus rapidement possible. C'est un choix de mode de vie, mais aussi tactique, une recherche de stabilité pour assurer un développement réel du mouvement.

C.D. - Vous avez fait du combat judiciaire une de vos spécialités. Quand la presse vous appelle « squatters/euses science-po », à quoi cela correspond-il ?

R. - Ce combat judiciaire est lié au besoin de stabiliser le mouvement. Les jugements sont la sanction d'un rapport de forces et se battre sur ce terrain, c'est déjà revendiquer un pouvoir que l'État ne souhaite pas nous voir prendre.

Les exemples étrangers ont montré aussi que les avancées d'un mouvement correspondent souvent à des conquêtes juridiques. En Hollande, il a été possible de repousser les expulsions en intervertissant les noms sur les boîtes aux lettres de squatt à squatt, les jugements d'expulsion devenant inapplicables.

Ici nous nous battons pour que le respect de la loi aboutisse à la dissociation des habitantEs d'un immeuble, qu'un jugement ne soit applicable, comme c'est le cas au terme de la loi, que contre celui contre lequel il a été rendu. Cela veut dire un jugement par personne, un par association, et recommencer la procédure si jamais une nouvelle personne élit domicile dans les lieux. De fait, cela bloquerait considérablement la machine des expulsions. Pour nous, la précarité du squatt est une limite à repousser le plus loin possible ; on investit du boulot, de l'affectif, dans une baraque qu'on habite. Bien souvent la police expulse des fournées de gens en arguant d'un seul jugement, aussi notre bataille juridique a-t-elle permis de faire appliquer en partie la dissociation. La Ville de Paris a pris tellement de soins à assigner en justice le plus de personnes juridiques possible, qu'elle a été jusqu'à inventer des associations fantômes dans des maisons occupées.

Au départ, nous voulions faire durer le plus possible les procédures. Quant aux squatters « science-po », la presse a l'habitude de nous caricaturer, elle ne sait rien faire d'autre avec des mouvements minoritaires. Mais nous préférons être les squatters propres, B.C.B.G., que les leaders terroristes que la presse annonce toujours à propos des squatts. Nous avons choisi dès le départ d'utiliser la presse comme caisse de résonance à notre expérience, en particulier en faisant souvent des actions spectaculaires.

Nous voulions changer l'image de marque des squatters/euses véhiculée par les médias, dans la mesure où, suivant l'expérience que nous avons des autres squatts, c'était entre autres par le biais de campagnes de presse sur la sécurité que le rapport de forces imposé par les squatts était détruit, et que l'État arrivait à légitimer leurs expulsions. Cette analyse a conduit à une démarche très différente de celle des autres squatters/euses par rapport à la presse.

Q. - Quel type de discours faites-vous à la presse, et dans la presse et dans le quartier ?

R. - Nous vantons les mérites des associations socio-culturelles, leur utilité sociale dans un 19ème - désert culturel, nous dénonçons la provocations que constituent les immeubles laissés à l'abandon en pleine période de crise du logement. Toutes choses qui sont susceptibles de faire l'unanimité, qui ne sont pas choquantes, ni radicalement étrangères à ce que les gens de la rue peuvent penser de la situation. Loin de faire un discours révolutionnaire, nous essayons de partir du réel, de la réalité de notre pratique pour toucher les gens. Au même moment à Paris, d'autres gens produisaient un discours sur l'occupation des logements neufs, la suppression de la question du logement, obnubilés par leur impatience de s'affronter à l'État. Nous, face à ça, notre discours est très modéré : non au gaspillage des immeubles, nous en faisons quelque chose d'utile pour nous, pour le quartier. Ce discours, ou plutôt ce qu'on tait, pose pourtant problème, car notre désir de transformation sociale ne se limite pas à ces quelques maisons.

Q. - Comment fonctionne le mouvement OR 19 ? Combien de gens représente-t-il ? Est-il plus large que les différentes maisons occupées ?

R. - De la première maison à un mouvement, ça ne s'est pas fait simplement. On a parlé souvent de coordination entre les différentes maisons ; en fait, il n'y avait pas un mouvement unique, il y avait seulement plusieurs maisons. Ensuite, avec le temps, c'est devenu plus unitaire. Il y a eu un écrémage, des gens sont partis, ont rompu, mais tout cela ne fonctionne que sur un consensus minimum. En clair, c'est l'agression extérieure qui fait l'unité, une démarche commune qui reste difficile.

Au meilleur moment, les OR représentaient 7 à 8 maisons. Il est évident qu'il y a un piège en période de relative stabilité. Les gens ont tendance à vivre leur quotidienneté, à vivre cette sociabilité de squatt, au détriment de tous les aspects touchant au rapport de forces politique. La critique du militantisme est passée par là. Tout le monde a tendance à s'installer dans le squatt et à y vivre des activités jugées créatrices et intéressantes ou se reposer, ou alors à se soumettre aux contraintes matérielles. Les gens travaillent moins en période de lutte importante et retournent au boulot quand il semble moins important de se battre.

Beaucoup d'entre nous avons squatté pour pouvoir partir en vacances sans avoir à payer de loyer, mais ça ne se produit pas dans la réalité. Le boulot militant prend beaucoup de temps. Contrairement à Berlin, il n'y a pas de réalité économique alternative sur le quartier, toutes les tentatives pour avoir des subventions, créer des emplois, n'ont pas abouti faute d'efforts et de temps suffisants de notre part.

Il y a des gens qui vivent effectivement dans un circuit alternatif (imprimeries), mais la majorité des gens pour leur survie matérielle, en restent aux petits boulots, chômage, intérim. Les gens habitent ensemble, ont des activités communes, mais la survie matérielle reste en grande partie un problème purement individuel.

Q. - Comment analysez-vous la conflictualité avec l'État, telle qu'elle s'est déroulée depuis deux ans ; vous avez été soumis à différentes attaques, de la part des propriétaires, de la Ville de Paris, de l'État, avec des décisions à un niveau plus ou moins central. Selon quel rythme l'antagonisme vous semble s'être déroulé ?

R. - Ce sont des choses qu'on a relativement déterminées nous-mêmes. Jusqu'à une période récente, la façon dont le conflit se déroulait était relativement contrôlée. On avait ce discours sur la vie associative, on faisait des choses assez institutionnelles, et nous disposions d'autre part de lieux d'affrontement presque décidés à l'avance, comme ce fameux café où personne n'habitait mais qui avait une grande importance pour nos débouchés à l'extérieur, sur la façon dont on communiquait ce qu'on faisait. Cela évitait de perdre ce à quoi on tenait le plus, les maisons où les gens habitaient réellement, et on arrivait à préserver une certaine stabilité. Il y a eu des expulsions qui ont toujours été perçues comme périphériques par rapport au mouvement dans son ensemble ; on arrivait à jongler avec la répression plutôt bien.

La maison à l'origine du mouvement s'est faite expulser le 2 août 83. Les contacts qui ont eu lieu avec les députés de gauche du quartier sont rompus depuis longtemps, on sait que ces gens-là ne font plus du tout tampon. Ils ont informé à un niveau central (Franceschi) de ce qui se passait dans le quartier ; ils avaient toujours posé comme préalable à nos expulsions l'expulsion des squatts noirs du quartier. Une fois ces expulsions commencées, ils ont tapé dans le tas à un moment où, usés par un an de boulot frénétique, le café était fermé, par lassitude face aux problèmes qu'engendre un lieu ouvert, faute aussi de lieux appropriés. Alors ils ont tapé sur le C.A.S.A-C.H.E.R. Ils se sont attaqués à un lieu réellement important pour nous, ce qui était plus intelligent de leur part que de s'attaquer à un lieu public, une sorte de vitrine du mouvement comme le café. Un tournant qui a été en fait amorcé bien avant. Cet hiver, on s'est aperçu qu'on ne pouvait plus ouvrir de maisons. Il est difficile d'analyser à quel niveau cela s'est passé exactement, à quoi ça correspond. Ce qu'on sait, c'est que durant la trêve d'hiver, on n'a pas pu en profiter pour s'étendre, pour ouvrir de nouvelles maisons, puisqu'à chaque fois il y a eu procédure pénale. Au contraire l'État, en mettant trois personnes en taule, en les inculquant de violation de domicile et de bris de clôture, est passé à un niveau supérieur de l'affrontement. Cette manipulation ne tiendra pas la route puisque aucun juge n'a jamais instruit ce type de délit, sans les délits connexes de vol ou tentative de vol qui n'étaient pas invoqués. Cette tentative de criminalisation a échoué surtout grâce à notre riposte, puisque 13 personnes ont été interpellées peu de temps après dans la même maison de la rue Petit, dans les mêmes conditions, sans que le Parquet se risque, cette fois, à les inculper.

Ce recul du Parquet, peu disposé à nous fournir un procès de vingt personnes accusées de chercher à se loger, avec les conséquences qu'il aurait eues, s'est confirmé par la libération des trois détenus et par un changement d'attitude pour les ouvertures de maisons suivantes. Là, plutôt que de chercher l'épreuve de force à tout prix, les flics interviennent pour une vérification d'identité rapide, pendant que les sbires du propriétaire murent la maison. Depuis, heureusement, sur des maisons moins surveillées, nous avons pu occuper et amorcer l'habituel processus en trois phases. Une période clandestine où les occupants ne sont pas repérés par les propriétaires et établissent des preuves de domiciliation (courrier, J.O., contrat EDFGDF), puis une période

de procédure civile que nous faisons durer le plus longtemps possible, et une période qui va de l'arrêt d'expulsion à sa réalisation.

Reste la politique globale, contre les squatts à Paris. Il existe un accord entre la Ville et le Gouvernement, ajouté à la surenchère concernant les thèmes sécuritaires qui se forgent dans les arcanes politico-administratives. Les polémiques entre la gauche et la droite sur les squatters cachent de plus en plus mal l'accord qui se fait jour au vu de l'aspect de plus en plus incontrôlable du phénomène. En effet, nous ne sommes pas seuls à occuper puisque la préfecture donne le chiffre de 3 500 squatters/euses, et il est clair que l'aspect collectif, organisé, de notre mouvement, représente une menace pour le pouvoir (Ville de Paris/État) dont les composantes citent volontiers l'exemple berlinois comme l'image d'un futur dangereux dont nous serions les initiateurs.

C'est pour cela, sur la base de cet accord, que nous sommes parmi les premierEs à tomber, dans la foulée des rastas. Comme derniers squatts parisiens à représenter un minimum de volonté collective. Au niveau du quartier, nous avons participé aux élections, nous sommes en contact avec des gens qui sont des satellites du PS, comme certaines associations, avec des écologistes et des notables locaux. Mais tous/tes sont inquietEs de courir dans le vide car ils/elles doivent d'une part, suivre derrière les commerçantEs RPR du quartier qui se plaignent du « deal », de l'insécurité, et, d'autre part, ils/elles sont face à un électorat de gauche très flottant.

Dans le 19ème, comme partout à Paris, ils ont reçu une claque magistrale. Leur logique électorale semble être réduite à la conquête d'un électorat à droite.

Contrairement à d'autres squatts où les choses sont plus simples pour le pouvoir, pour légitimer des expulsions (la « zone », le « deal », les meurtres), le PSU national fait des communiqués de soutien à notre sujet ; son dirigeant, Serge Depaquit, se fait embarquer avec nous lors des distributions de tracts, les écolos sont alliéEs pour les élections, nous sommes invitéEs à des colloques au ministère du Logement, nous sommes reçus au ministère de la justice.

Toutefois, nous savons que la répression est organisée au plus haut niveau, comme pour les trois personnes incarcérées durant cinq jours. Alors que nous avons toujours dit que le seul risque en squattant était l'expulsion, cet épisode nous pose un problème de discours. Ces effets de démoralisation sont recherchés par l'État, un certain nombre de signes nous le montrent, les entrevues des députés locaux avec Franceschi, la présence de Dulong de Rosnay, haut responsable de la préfecture, à l'expulsion du 2 août 1983, les fuites sur les interventions savantes du GIGN dans la mouvance des squatters du 20ème, etc.

Q. - Quels sont les types de contacts que vous avez pu avoir avec les squatts sans vernis idéologique, disons presque naturels, comme les rastas ?

R. - Quasi inexistant. Le seul contact qui a eu lieu, c'est un type qui est venu nous voir pour demander notre soutien après le début des expulsions. Mais lui-même était un étudiant qui n'habitait plus dans le squatt. Ça s'est borné là, d'autant plus que le lendemain on a appris qu'il y avait eu cinq morts par overdose dans le squatt. Ça aurait été complètement contradictoire de bosser avec eux/elles par rapport à tout ce qu'on avait développé jusque-là, l'image des gentilLÉs squatters/euses qui sont dans leur bon droit. Par rapport à la population du quartier, c'était totalement impossible.

Q. - Vous avez vu passer dans les squatts beaucoup de gens de province ? --

R. - En terme d'hébergement, oui, en termes politiques, très peu. Maintenant il y a des OccupantEs-Rénovateurs/rices dans trois ou quatre villes de province, et le modèle OR se transmet mieux en province que d'autres types de squatts dans cette période. Toutefois, ils/elles le font dans des conditions politiques radicalement différentes de celles de Paris, où les squatts sont une balle de ping-pong dans le match Droite/Gauche.

Il y a des gens qui squattent en province sans avoir la moindre idée de ce qu'est un procès. On peut penser qu'ils/elles vont avoir un regard neuf, et ils/elles ne démarrent pas tous avec le même passif, les mêmes habitudes de fonctionnement collectif qu'ici, et c'est parfois leur premier projet collectif.

Q. - Quel est le type de pratiques que vous avez développées ?

R. - Une pratique d'animation culturelle du quartier, on a fait des collages d'affiches, des diffusions de tracts, mais aussi, des fanfares, des fêtes avec théâtre, mimes, qui marchaient bien, même si n'importe qui faisant ça

aurait eu du public de toute façon. La meilleure animation, malgré tout, c'est encore l'expulsion, dans la mesure où les décors, le déploiement policier mettent en valeur de façon très spectaculaire notre existence pour la population locale, chez qui les réflexes anti-flics sont demeurés très forts malgré le battage sécuritaire.

Q. - Comment estimez-vous votre efficacité ?

R. - Oui, s'il y a quelque chose qui a été efficace, c'est notamment ce travail ; on a obtenu près de 5 % des voix aux élections, la signature de pétitions ne pose pas de problèmes aux gens du quartier qui, majoritairement, n'ont pas de réaction de rejet par rapport à nous. Une partie de la population, assez minime certes, utilise les locaux que l'on propose ; on avait des contacts avec des gens qui faisaient un atelier d'urbanisme, avec des gens qui voulaient bénéficier des activités que l'on propose. Il est sûr qu'il n'y a pas eu de soutien direct, mais il y avait une sympathie. Par exemple, après une expulsion, il y a une petite vieille qui, a écrit à Chirac en disant que c'était scandaleux, qu'il y avait des flics partout. (La fermeture du métro pour une expulsion, ça gêne tout le monde), sinon, il y a le discours larmoyant sur les pauvres petits jeunes gens sans logement, les gens nous filent du fric, signent des pétitions, etc.

Ce type de réaction, nous en sommes largement responsables. On n'a pas cherché sérieusement à bosser avec les gens qui auraient pu nous soutenir de façon déterminée, les loubs du quartier, des gens comme ça, dans les cités, parce qu'ils ont un peu la même façon de vivre que nous (petits boulots, intérim), les liens entre eux se font par la musique, la petite délinquance, la dope, pas par une utilisation collective de lieux qu'on aurait pu avoir éventuellement en commun.

Q. - Vous ne vous sentez pas en porte à faux par rapport aux générations plus jeunes, plus actives, qui font des bandes, et par rapport auxquelles vous établissez tout un code qu'ils rejettent ?

R. - Il est certain que même s'il y a un an il était envisageable que des familles squattent, ça ne s'est pas fait. On a rencontré des gens du quartier qui faisaient la grève des loyers, qui ne payaient pas l'EDF, qui venaient nous demander des conseils parce qu'on faisait une permanence logement, sur comment faire avec les huissiers, etc., il est sûr que par rapport à des gens comme ça, des adultes, il n'y a pas eu de boulot réel à part de l'assistance, et par rapport aux jeunes il n'y a pas non plus de liens solides, même si certains venaient aux concerts de rock qu'on organisait. Ceux qu'on pourrait appeler les beaux du quartier ont cette réaction un peu catho de nous donner du fric, signer des pétitions, être gentils, éventuellement, s'ils ont des problèmes, venir nous voir pour qu'on leur donne des conseils, mais ça ne va pas plus loin. Avec les jeunes du quartier, dans la mesure où on ne veut pas hériter de tous ces problèmes de zone, de délinquance, de drogue, sans aucun contrôle, qu'il n'était pas question pour nous de bosser sur ce terrain-là, ça ne s'est pas fait ; la coupure était volontaire de notre part.

Q. - Parmi ces bandes, aucune n'a essayé de faire un squatt ?

R. - Non. L'histoire des bandes, c'est du folklore ; il y a des individus avec des réseaux autour de certaines activités, la défonce, la « fourgue », etc., et parmi ces individus des squatters/euses à mi-temps qui conquièrent un espace mais ne s'y investissent pas ; l'investissement, c'est faire des fêtes, échapper à la famille, etc., ils/elles n'y habitent pas et ne le défendent pas contre les flics, c'est pas du tout le même enjeu que nous.

Q. - Vous avez donc cette pratique de jouer que les possibilités que laisse l'état actuel de la législation, pour imposer un certain temps la réalité d'un squatt. Mais, au-delà de ça, vous vouliez en faire un lieu politique qui a dû certainement se heurter à d'autres projets ? Les squatts sont-ils devenus l'embryon d'une micro-société, d'une société alternative, avec des liens et une production spécifiques ?

R. - Il n'y a pas d'unité politique entre les gens qui font partie des OR 19, qui ont tous des raisons différentes d'être là ; celles et ceux qui voudraient créer des entreprises alternatives, une fraction des gens qui voulaient faire des squatts des lieux plus politiques, celles et ceux qui veulent effectivement faire de l'animation culturelle, ces trois aspects coexistent au sein des OR 19 et, du fait des disparités, aucun travail sérieux de longue haleine n'a été fait dans une de ces trois directions. Disons qu'il y a tout un discours contradictoire et ambigu sur ces trois directions, et que nous sommes tous confus sur ce sujet, sauf pour les « culturels » irréductibles qui ne participent à rien qui peut avoir l'air politique.

Q. - À défaut d'une cohérence de votre projet, il semble bien que votre pratique a eu un centre, le café. Quel sens a-t-il eu ?

R. - Effectivement, ce café, géré par des gens de toutes les maisons et des non-squatters/euse, servait de lieu de rencontre informel, des gens nouveaux prenaient contact. Après, nous pouvions nous risquer à aller plus loin, visiter les squatts, projeter ensemble de squatter. L'historique du mouvement est largement passé par le café, qui de lieu semi-ouvert devient la vitrine des squatts. À partir de ce moment, il se transforme en abcès de fixation pour les flics, d'où une dépense d'énergie considérable pour le défendre, pour le réouvrir ailleurs après les expulsions. La gestion du café devient quelque chose d'assez lourd, vu le passage. Jusqu'à deux cents personnes sont passées sans que l'on puisse, la plupart du temps établir d'autres rapports avec elles qu'une prestation de service. On boit une bière, c'est plus sympa et moins cher qu'ailleurs, mais on a une relation de consommation.

De plus, à l'époque où le café fonctionne comme ça, les maisons qui correspondent à nos besoins sont de moins en moins nombreuses dans le 19ème, il y a beaucoup d'appartements vides, mais les locaux qui permettent une vie collective et des activités publiques se font rares.

Voilà les limites qu'atteint notre développement depuis huit mois. À cela s'ajoute la rareté des groupes affinitaires constitués, les gens veulent squatter, mais arrivent seuls ou en couples. S'ajoutent aussi les conséquences des premières expulsions, qui malgré tout renvoient beaucoup des expulsés vers un destin individuel de démerde hors du cadre collectif des maisons du quartier.

D'autre part, notre discours qui est de résister aux expulsions et de réouvrir des maisons pour se loger et ne pas laisser nier politiquement se heurte à la réalité où la lassitude, pour aller vite, gagne, car tout projet de squatt peut sembler vain quand on pose la durée, la stabilité comme moyen de développement, et l'inévitabilité de l'expulsion comme fin. Pour toutes ces raisons, les choix individuels, hébergement, retour temporaire au foyer familial, sont adoptés par de nombreux expulsés.

À ces départs correspondent aussi des arrivées de gens nouveaux, mais ces arrivées sont individuelles, alors que la force du mouvement est liée à tous les aspects dynamiques de groupes affinitaires qui font le choix d'occuper avec des projets plus précis que le simple fait d'être OR 19.

Il y a un turn-over moins élevé que, je crois, ce qui existait dans le 20ème. Le nombre varie peu mais l'érosion de certains groupes se traduit par une baisse quantitative de nos capacités, les arrivées individuelles ne faisant que réduire l'identité collective à l'étiquette OR 19.

Face à la répression, notre vision à long terme, d'une stabilité fondée sur la possibilité d'occuper sans que cela nécessite un investissement sacrificiel est battue en brèche. Le quotidien prend une place importante, soit par le manque de vie quotidienne qui est ressenti par tous et toutes à des degrés divers, soit par l'importance que des individus lui confèrent comme limite assez rigide face à un militantisme assez pénible dont on se demande où il mène.

Q. - Comment vois-tu un éventuel développement du mouvement ?

R. - En ce qui me concerne, je pense que le développement du mouvement est conditionné par ce qui se passe à l'extérieur, par la jonction possible avec d'autres luttes, car il nous est nécessaire de sortir de la lutte sur le logement, la vie associative ; bien sûr cette possibilité est liée à la situation politique actuelle. La saisie des radios libres a été une occasion de sortir de ce à quoi nous sommes habituellement cantonnés, mais cela est pour l'instant sans suite. De même qu'en ce moment notre rapport à la presse change, se diversifie, puisqu'on voit qu'il existe encore, que se crée une presse militante qui nous ouvre ses colonnes,

Ce type de presse a pour nous un intérêt évident, on en a assez de la caricature que produit toujours la presse « bourgeoise » à notre sujet, quand bien même nous sollicitons ces journaux, un souci d'honnêteté politique, la nécessité d'une présentation plus complexe, plus proche de la réalité de notre expérience se fait sentir et il est positif qu'elle trouve à se réaliser.

Q. - On en arrive à un constat, c'est que, quelle que soit la période politique, il est difficile de tenir une expérience de squatts. Quelles raisons vois-tu à ce constat ?

R. - Je crois que c'est lié à la base politique et sociale sur laquelle un mouvement se forme. À une époque, le problème de l'élargissement se posait autrement, par exemple les squatts de la GP, où dans le métro ils disaient aux immigrés : « Vous n'avez pas de logements, vous êtes immigrés, familles nombreuses, il y a des

immeubles vides, squattez », et ça marchait, il y avait des squatts qui s'ouvraient. Ça ne se passe plus comme ça avec des petitEs blancHEs précaires qui n'ont pas d'homogénéité politique, et des organisations qui font des squatts une démonstration politique, ça n'existe plus. Les gens qui se battent sur leurs propres besoins, qui font politiquement quelque chose de plus proche d'eux-mêmes, de leur quotidien se retrouvent peu nombreux/ses, et peu soutenus finalement, car ça n'est pas une lutte politique qu'on soutient facilement de l'extérieur, il faut souvent s'y investir et la vivre concrètement. Pour contourner l'obstacle, il y a des biais, par exemple faire campagne pour l'application de la loi sur la réquisition des logements vides, sur la vie associative, mais ces biais n'ont pas le parfum de radicalité qui séduiraient d'éventuelLEs sympathisantEs. De même le café de correspond pas en France à une tradition de lieu de rencontre telle qu'elle existe en Allemagne même ou en Italie. On n'est pas à Berlin, ville de jeunes qui échappent au service militaire. On est à Paris où les couches de la population qui pourraient soutenir le mouvement subissent un éclatement, une atomisation considérable.

Q. - Pourquoi faire ce que vous faites avec la conscience de ces différences, de cet échec possible ?

R. - Ces différences nous sont apparues dans le cours de l'expérience et rien ne prouve encore que l'éclatement ne puisse être attaqué valablement par une démarche qui profite de la crise du logement comme elle se manifeste avec ses logements vides, pour revendiquer et pratiquer la satisfaction de nos besoins.

Notre essai de formuler un nouveau discours, construire une pratique différente, s'est fait aussi de façon éclatée, sans groupe cohérent pour le porter, sans une réflexion préalable sur l'expérience que nous tentions, et de façon totalement empirique, en utilisant les acquis et capacités individuels de chacunE. Cette expérience a fonctionné et est apparue pour l'extérieur comme très organisée, mais elle rencontre aujourd'hui des limites que nous devons dépasser sous peine de mort.

Q. - Mais toi, quand tu as participé à ton premier squatt, tu ne voulais pas qu'il ait trop de personnel politique, tu voulais une structure qui rassemble des gens d'horizons divers ?

R. - Parce que c'était impossible autrement ; il fallait essayer d'en faire une richesse, et il y a effectivement des apports assez spontanés, une sorte de formation sur le tas pour les gens qui débarquaient et aussi pour des gens qui avaient déjà une expérience politique.. C'est l'intérêt du squatt qui ne peut se confondre avec un groupe politique, mais il est évident par ailleurs que le manque de débats, d'analyses, provient aussi de l'absence de ce type de structure, un groupe de gens à l'intérieur duquel il y aurait une vision commune claire, une projectualité réelle moins spontanée. Ce qui manque, c'est une cohérence ; il y a un fonctionnement individuel, parfois une complicité, une étiquette commune, mais pas de démarche collective. On peut réfléchir à des problèmes concrets, élaborer une défense judiciaire, mais plus loin, en dehors ; au contact avec l'extérieur, ça ne marche plus.

Q. -- On dirait qu'il s'agit de vieux conflits très traditionnels auxquels vous voulez répondre avec des moyens nouveaux, avec une inventivité dans la résistance et l'affrontement, niais cela reste classique, bien balisé. Il n'y a pas de suivi discursif?

R. - Oui. C'est un peu ça et y compris les gens qui espéraient faire plus, se retrouvent à fonctionner comme ça, au coup par coup, sans possibilité de tirer un minimum de bilan de ce qui se passe et de dégager des perspectives.

Q. - L'activité politique ne se pose plus en termes de croissance, ou très peu, c'est du politique existentiel, on se pense en tant qu'individu conflictuel, à chaque moment de sa vie et jamais en tant que projet ?

R. - Sans oser répondre à ta question, je crois que l'aspect quantitatif faible du mouvement peut favoriser cette attitude, après avoir eu des rêves de croissance; une période conquérante, éviter un strict basculement dans la vie privée n'est déjà pas si mal. Je pense néanmoins qu'il reste des perspectives réelles de continuer ces luttes ; de là à dire qu'une dimension de projet peut être envisageable...

Il y a encore des gens qui se satisfont d'un discours de rupture permanent sans avoir ni le nombre, ni la complexité voulue pour tenter de pratiquer réellement leur discours. Et d'autres gens plus dubitatifs qui cherchent à se donner les moyens d'amorcer un processus qui ne peut être préconçu, qu'il faut essayer de concevoir en le réalisant.

Notre expérience nous fait nous interroger. Après avoir vécu cette phase de mouvement, avec tous les problèmes internes, différences politiques, passifs individuels, déresponsabilisation, leadership, il y a des hypothèses pour aller de l'avant.

Une autonomie plus grande des maisons pour éviter la déresponsabilisation, un journal qui supposerait de tirer au clair nos points de vue et permettrait peut-être d'élaborer une stratégie commune.

Plus important encore serait l'émergence de nouvelles luttes concrètes à Paris avec la possibilité de trouver des modalités de travail, d'interventions communes. Jusqu'à présent, ça n'a pas été le cas : l'absence de débat, la sclérose sont largement dues à cet isolement. L'apparition de pratiques de luttes différentes des nôtres semble un moment indispensable pour renouveler notre expérience et en esquisser un bilan pour l'instant problématique faute de confrontation réelle. Si notre pratique atteint ses limites, la principale d'entre elles est bien l'incapacité de concevoir à nous seuls un projet permettant de renouer avec une dynamique de lutte.

ACTIVITÉS OR 19 :

CAFÉ provisoire au 120 rue de Grimée. Tous les samedis soirs à partir de 19 heures :

En attendant un local plus grand, avec des activités plus conséquentes. Pour boire un coup, discuter et se renseigner sur le mouvement d'occupation des maisons.

CAFÉ DES FEMMES, 105 rue de Crimée. Le vendredi soir - non mixte.

PERMANENCE LOGEMENT, au CALVA, 38 rue de l'Ourcq. Tous les jeudis soir, de 18 heures à 20 heures.

CHRONOLOGIE OCCUPANTS RÉNOVATEURS

- Sept. 81 : Installation des associations CASA et CHER (182-184 rue de Crimée).
- Déc. 81 : Ouverture d'un café (de bouche à oreille) au CASA
- Avril 82 : Installation de l'association CALVA (38, rue de l'Ourcq)
- Mai 82 : Installation de l'association CIAO (10 rue Léon Giraud) Installation de l'association AARPS (19 rue Léon Giraud)
- Printemps 82 : Début du travail sur les médias...
- 30 juillet 82 : Les flics défoncent la porte du 10 rue Léon Giraud, une plainte est déposée par le CIAO pour violation de domicile, qui aboutira au niveau de l'IGS, à la suspension de l'enquête...
- 14 août 82 : Première fête ouverte sur l'extérieur (CHER)
- Août 82 : Installation du 105 rue de Crimée
- Sept. 82 : Ouverture d'un café public (6 quai de la Marne)
- 13 sept. : Les démolisseurs de la Régie Immobilière de la Ville de Paris détruisent le toit du CAFÉ reconstruit peu après par les OR
- 15 sept : Après une entrevue, la RIVP promet de suivre une procédure légale
- 22 et 23 sept. : Nouvelle tentative de destruction par la RIVP, les forces de l'ordre stationnent devant la porte sans pouvoir intervenir.
- 22 sept. : Occupation des bureaux de la RIVP Bvd. St-Germain
- 9 oct. : Occupation du département de la politique foncière de la Préfecture de Paris
- 14 oct. : Expulsion sans ordonnance judiciaire du CAFÉ quai de la Marne. 20 personnes sont interpellées alors qu'elles déplaçaient des voitures. Expulsion du 19-21 rue des Couronnes, 20ème.
- 15 oct. : Manifestation dans le 20ème, ouverture symbolique d'une maison, rue Olivier Métra, aussitôt reprise par les flics.
- 27 oct. : Conférence de presse des OccupantEs-Rénovateurs/rices au siège d'un des bureaux d'études bidons de la Ville de Paris, dans le 16ème, occupé pour l'occasion.
- Oct.-Nov. : Ouverture d'un nouveau CAFÉ (passage Dubois), un coup de pelleuse « accidentel » le rendra inutilisable.

- 22 nov. : Expulsion du 10 rue Léon Giraud (CIAO). Occupation de la permanence du député PS local par l'école parallèle (ENA) qui se retrouve sans locaux.
 - 24 nov. : Occupation de la sous-direction du Logement de la Ville de Paris
 - 25 nov. : Action spectaculaire de protestation dans la salle des référés (une inculpation pour outrage à magistrat)
 - Déc. 82 : Début de la période d'hiver.
 - 2 déc. : Installation 67 rue Petit, des personnes expulsées du 10 rue Giraud.
 - 9 déc. : Expulsion rue Petit sous couvert d'une commission rogatoire, inculpations de violation de domicile et de destruction de biens immobiliers. Trois personnes sont incarcérées.
 - 12 déc. : Les OccupantEs-Rénovateurs/rices réinvestissent le 67 rue Petit.
 - 13 déc. : Nouvelle intervention policière : 13 personnes sont placées en garde à vue ; le Parquet évite le procès politique, et il n'y aura pas d'inculpation. Il est désormais clair que les trois détenus vont être libérés, ce qui sera fait le 14 décembre ; l'affaire sera classée sans suite au niveau de l'instruction...
 - 22 déc. : Perquisition au 105 rue de Crimée (enquête de flagrant délit pour vol de pots de peinture !)
 - 30 déc. : Procès pour outrage à magistrat (suite à l'intervention en salle des référés le 25 novembre), défense assurée sans avocat, verdict : trois mois avec sursis. Appel en cours.
 - Févr.-Mars 83 : Campagne pour les élections municipales, liste Écologie-Alternative qui obtiendra près de 5 % des suffrages ; ouverture d'un nouveau CAFÉ-Permanence électorale au 14 rue Mathis.
 - Mars 83 : Ouverture d'un immeuble et d'un café de femmes au 11 rue de Rouen.
 - 21 mars : Intervention en flagrant délit, le moyen « légal » des flics pour tourner la « trêve d'hiver », le 11 rue de Rouen est expulsé, trois personnes sont inculpées d'outrage à agent.
 - 28 mars : Occupation du ministère des Droits de la Femme par les femmes du café du 11 rue de Rouen.
 - Mai 83 : Procès de trois inculpés d'outrage à agent (cf. 21 mars), une condamnation de deux mois avec sursis et 1.000 francs d'amende. Appel en cours.
 - Mai 83 : Mise en place d'une campagne sur la réquisition des logements vides.
 - 11 juin : Fête publique au 182-184 rue de Crimée.
 - Été 83 : Expulsion de la quasi-totalité des squatts rastas du 19ème
 - Juillet 83 : Expulsion du 120 rue de Crimée.
 - 16 juillet : Arrestation d'un Occupant-Rénovateur, insoumis, inculpé de désertion. Le 120 rue de Crimée est réoccupé et sert de permanence au Comité de soutien qui fait plusieurs actions spectaculaires et publie un journal appelant à l'insoumission. Remis en liberté par la justice civile, il est réformé par l'armée et sort le 26 juillet. Non-lieu à l'instruction pour l'inculpation de désertion (maximum de la peine : deux ans de prison ferme).
 - 2 août : Expulsion du 182-184 rue de Crimée (CASA-CHER).
 - Août 83 : En riposte à l'expulsion du CASA-CHER, les OR occupent la mairie du 19ème, le Centre d'architecture de la ville de Paris, manifestent sur le canal de l'Ourcq à bord d'une barge « empruntée », des campings bi-hebdomadaires se tiennent autour des lieux de l'expulsion, une conférence de presse au Hilton qui, après quelques démêlés avec les flics, finit par se tenir devant les portes de l'hôtel ; état de siège dans le 19ème.
 - 15 août : Ouverture d'un nouveau CAFÉ au 120 rue de Crimée. - 13 sept. : Une première pour Chirac : il est attaqué en justice par l'association La Cage. Affaire en cours...
- N.B. - Toutes les expulsions et les mesures répressives ont été suivies d'actions spectaculaires dans Paris et sur le 19ème, de campagnes d'affichage, de distributions de tracts, de pétitions.
 Au niveau juridique, des plaintes ont été déposées contre la Ville de Paris, les flics, des responsables des expulsions et de la politique immobilière, des propriétaires et des huissiers, selon les cas.

LES SQUATTERS

Le Procureur de la République de Paris indique que leur nombre ne cesse d'augmenter et que, face à ce phénomène de masse, la réaction judiciaire doit s'articuler selon le cas autour :

- d'une solution pénale lorsqu'il s'agit de cas isolés : procédure de flagrant délit pour violation de domicile ou bris de clôture et intervention de serruriers ou des services de rénovation pour murer les locaux irrégulièrement occupés ;

- d'une solution civile lorsqu'on est en présence d'un phénomène collectif: procédure d'expulsion et recours à la force publique. Mais les mesures pénales éventuellement adoptées ne doivent pas aboutir à une expulsion déguisée, ce qui pourrait constituer un véritable détournement de procédure.

(Réunion de magistrats du ministère public du 14 février 1983)

Que voilà un texte savoureux - Interne au Parquet de Paris - il reconnaît le rapport de forces politique des squatters/euses, les isoléEs écotent d'une procédure pénale (peines de prison à la clé), les collectifs ont droit, eux, à une procédure civile, sanctionnée plus ou moins rapidement par une « simple » expulsion.

Non content d'énoncer clairement l'aspect politique que recouvre le choix du type de procédure, le Parquet invite ses représentants à ne pas s'engager dans ce qui, quelques jours plus tôt, avait sérieusement embarrassé le ministère de la justice. Ce texte date du 14 janvier 83, et lors de l'affaire rue Petit, du 9 au 14 décembre 82, les occupantEs n'avaient subi aucun jugement d'expulsion ; ils/elles avaient pourtant bien été expulsés sous prétexte de procédure pénale.

La lutte menée à ce moment-là (voir chronologie et interview OR) semble avoir porté ses fruits.

À PROPOS DU MOUVEMENT AUTONOME D'OCCUPATION À KREUZBERG

Un groupe de militantEs qui ont participé au mouvement des occupations de maisons dans la partie du quartier de Kreuzberg qui porte le code postal 36 (l'autre partie, c'est Kreuzberg 61) ont mis sur le papier le bilan qu'ils/elles ont tenté de faire de trois ans et demi de luttes. Les auteurEs revendiquent leur appartenance au courant des « non-négociateurs/rices autonomes »¹.

Phase initiale de la lutte

La première phase du mouvement des occupations à Berlin va de la mi-1979 à la fin de 1980. Les occupations succédaient à un travail de plusieurs années de la part des initiatives de locataires. On y retrouvait des gens venant de diverses structures et positions politiques. On peut distinguer en gros les courants suivants :

Tout d'abord les gens des initiatives pour qui « l'occupation-rénovation » (*Instandbesetzerzug*) était un moyen plus radical de lutter pour le maintien du tissu urbain du *kiez* (vieux quartier urbain socialement intégré où vivent côte à côte ouvrierEs, artisanEs, étudiantEs, prostituéEs, boutiquierEs, etc. NDT) ; ils étaient prêts à conclure des contrats de location ou d'achat.

Un autre courant s'était développé à partir des structures actives dans le Festival Anti-fasciste, le Congrès du 2 juin et les Groupes Prisons.

Le troisième provenait de l'aire alternative qui s'est puissamment développée à Berlin depuis 1968. Ce qu'on appelait *Jeunesse 80* était, elle, entièrement nouvelle. Tous ces courants se retrouvèrent donc dans les maisons et lorsqu'ils remarquèrent qu'aucune maison à elle seule ne pouvait représenter une force, ils se rassemblèrent au milieu de 1980 dans le Conseil des OccupantEs où les divergences ne manquèrent pas de se manifester. Les gens du 3 de la rue Luckauer voyaient les maisons comme de « simples rampes de lancement

» à partir desquelles combattre les saloperies étatiques : affrontement direct avec l'État et renversement des rapports de domination.

Un autre groupe voulait d'abord aménager des espaces libérés et construire des projets d'auto-assistance. Ils voulaient des contrats pour les maisons mais n'étaient pas réformistes pour autant - ils ne rejetaient pas les actions dures. Leur ligne : libérer K 36.

Le troisième groupe principal était en odeur de réformisme stratégique : ils voulaient monter des projets, montrer comment on peut embellir les maisons, et concentraient leur travail sur la popularisation-journées « portes ouvertes », etc. C'était la stratégie du potager insulaire. En fait, les groupes se complétaient dans les domaines essentiels, même s'il n'y a jamais eu entre eux de collaboration politique délibérée. Malgré les querelles, il n'y eut pas de rupture publique : l'ennemi commun rendait la cohésion nécessaire. Si le mouvement avait pris la voie de la coexistence de différentes formes de résistance, c'était simplement du fait de l'impossibilité d'unir tout le monde sur une forme de lutte unique.

La coopération des groupes était une chose importante, la pluralité des formes d'action qui ne se démarquaient pas les unes des autres, était rendue possible et attirait beaucoup de nouveaux individus. Avec uniquement des projets de « potagers insulaires », le mouvement des occupations ne serait pas allé aussi loin, ni d'ailleurs avec une ligne exclusive d'actions dures. Cela, c'est seulement aujourd'hui que nous le voyons ainsi, avec le recul.

Pour populariser le travail des occupantEs et faire comprendre qu'il ne concernait pas seulement les maisons qu'ils occupaient, on a dressé un catalogue de revendications, qui exigeait un changement de politique et un barème de loyers. Il y eut des mois de controverses sur ce catalogue qui dès le lendemain du 12 décembre devint caduque d'un seul coup.

Le nouveau mouvement de la jeunesse à Zurich, les *Kraaker* en Hollande, le boycott de la cérémonie de prestation de serment des recrues à Brème et l'occupation de l'Amerikahaus stimulèrent aussi notre mouvement, même s'ils déclenchaient un tas de bagarres.

La première grande action du Conseil des OccupantEs a été la semaine d'action d'octobre 80, où beaucoup de gens se sont retrouvés dans les rassemblements. La manif à la fin de cette semaine exprimait toute la force du mouvement : il y eut les premières barricades, des groupes attaquaient à partir du cortège. Mais c'était avant tout un effet de la terreur policière permanente, des provocations constantes ; par exemple, ils éclairaient de nuit les fenêtres des maisons occupées avec des projecteurs, ou encore des paniers à salade accompagnaient les occupantEs qui allaient faire des courses. D'autre part, la tactique des flics, dans un premier temps, était de ne pas commencer les expulsions par K 36, parce qu'il y avait beaucoup de sympathie dans la population du quartier et aussi de laisser les occupantEs « faire joujou sur le gazon ». Mais les occupations se multipliaient, l'État se devait de réagir. Dans le mouvement, colère et mécontentement grandissaient et les tentatives d'intimidation n'avaient fait que provoquer l'effet inverse : le 12 décembre 80, la haine accumulée explosa. Beaucoup de Berlinoises se solidarisèrent avec les occupantEs, le mouvement grandit. 25 maisons occupées avant le 12 décembre, plus de 160 en 1981 !

La révolte

La deuxième phase va du 22 septembre 80 au 23 septembre 81. Le mélange de colère et d'euphorie avait fourni l'énergie pour lutter. Une maison après l'autre était occupée ; c'était relativement simple et sans grands risques, si bien que les nouveaux/elles occupantEs ne se faisaient guère de souci sur les conséquences possibles de leur action (répression, prison). La révolte était presque uniquement engendrée par un sentiment diffus. Pour la plupart des squatters/euses, ce qui était nouveau c'était de vivre en commun et de lutter avec beaucoup de gens différents. Les petits emmerdements de la vie en communauté, du genre « qui fait la vaisselle ? », n'étaient plus aussi importants. C'était chouette de vivre ensemble aussi nombreux/ses malgré ces nombreuses différences. SeulEs quelques-unEs visaient par leur action une transformation révolutionnaire. Et les débats sur ce que nous voulions vraiment furent rares. Une seule chose était claire : occuper des maisons, vivre ensemble et faire libérer les copains/ines emprisonnéEs. Ce qui manquait, c'était une discussion sur l'expropriation des maisons comme moyen de lutter contre l'État. La spéculation peut-elle

être détruite toute seule ou bien est-elle intrinsèque au mode de production capitaliste ? Voulons-nous combattre pour une autre société et à quoi peut-elle bien ressembler ? C'est-à-dire pouvons-nous déjà, ici, la construire en modèle réduit dans nos maisons ?

Comme il était évident que le mouvement n'était pas uni sur ce point, ces questions furent souvent bloquées parce que c'était plus pratique. Le mot d'ordre « Libérez les copains/ines » resta un point de vue moral et ne fut utilisé que d'un point de vue tactique pour bloquer les négociateurs/rices. Il ne fut jamais affronté ouvertement et concrètement.

Le refus de négocier procédait plus du sentiment qu'il n'y a rien de bon à attendre de l'État, que les gens se font de toute façon avoir quand ils se laissent engager dans des discussions avec les gouvernantEs – celles-ci et ceux-ci ne comprenant qu'un langage, celui de la confrontation. Nous, les non-négociateurs/rices imaginions que nous pourrions résister à chaque expulsion et que notre effort principal devait porter sur la lutte contre la force publique et non sur les négociations. L'État aurait eu du mal à évacuer 160 maisons sans risquer une guerre civile. Notre erreur a été d'avoir pensé uniquement en termes stratégiques, militaires, sans avoir compris les processus de prise de conscience et l'évolution des gens dans leur résistance et d'avoir donné plus de valeur à la lutte contre le « Système des porcs » qu'à la vie communautaire « plus humaine » qui devait se construire dans le plus grand calme².

L'insuffisance du débat sur la répression apparut déjà lors du 12 décembre quand de nombreuses personnes furent arrêtées. Quelques-unes ont été intimidées et n'ont pas poursuivi en prison la résistance commencée en dehors.

De nombreuses structures anciennes du milieu autonome berlinois s'étaient dissoutes dans la révolte et les nouvelles structures étaient encore précaires et informelles. Il y eut peu de débat et de collaboration entre les fractions radicales du mouvement sur la manière de continuer la lutte et d'arriver à une transformation sociale. Les assemblées générales autonomes chaotiques de cette époque n'allaient que partiellement dans ce sens.

Ce débat aurait été indispensable pour pouvoir mieux s'opposer à la stratégie contre-insurrectionnelle et pour pouvoir mieux mettre en actes nos rêves, nos objectifs et nos prochaines avancées, pour pouvoir mener une résistance autonome, ou mieux, passer à l'attaque. Nous cherchions toujours à faire entrer de nouveaux thèmes dans le mouvement d'occupation parce que nous étions convaincuEs que rien ne changerait uniquement par une lutte sur les maisons. Craignant que tout tourne autour d'elles, nous n'avons pas compris que la résistance aux spéculateurs et à la mafia de la rénovation était une forme de lutte importante en elle-même. Le conflit sur les maisons était pour nous avant tout militaire parce qu'il était de toute façon clair pour tous/tes que les spéculateurs et compagnie étaient des porcs.

À cette époque, une fusion des occupantEs radicaux/ales et d'autres groupes autonomes et anti-impérialistes ne pouvait pas se faire parce que personne n'en ressentait la nécessité ou le besoin.

Lors de la grève de la faim des prisonniers de la RAF et du 2 juin, de nombreux/ses autonomes se retrouvèrent et considérèrent qu'il était indispensable d'en parler avec tous les occupantEs et de soutenir les grévistes. Cette discussion resta superficielle, poussive. D'autres discussions plus poussées sur la fonction de la guérilla à l'intérieur et en prison et sur nos rapports avec elle n'eurent lieu que dans de petits cercles, et de plus, cela donna lieu à des combats de tranchées entre « anti-impérialistes »³ et Groupes Prisons⁴

Nous pûmes nous opposer en tant que mouvement à la contre-offensive de l'Etat uniquement au début, lors de l'expulsion du quai Fraenkel, de l'occupation par les flics de Kreuzberg, de l'arrestation du Conseil des OccupantEs le 7 avril, et de l'expulsion de la rue Herrenhuter.

À deux occasions seulement où nous ne fûmes pas obligéEs de réagir à des attaques de flics, nous avons pu montrer notre force : lors du « vendredi noir », une journée d'action qui avait été coordonnée en Allemagne de l'Ouest avec d'autres mouvements spécifiques, et où s'exprima un sentiment de communauté de lutte ; et lors de la manifestation consécutive à l'assassinat de Sigurd Debus.

Dans ces deux cas, ou bien nous avons pris les flics de court, ou bien la tâche nous avait été facilitée par des luttes de concurrence au sein de la direction de la police.

À cette époque se déroulèrent les élections au Sénat et les négociations étaient plus marquées par la peur de reperdre ce qui avait été obtenu par une réflexion et une stratégie politiques. La seule chance des

négociateurs/rices résidait dans la présence des sociaux-démocrates au gouvernement. Une scission ouverte se profila car une partie des occupantEs se retira du Grand Conseil d'Occupation en avançant un modèle d'organisation par pâtés d'immeubles : des conseils de locataires devaient être créés dans chaque pâté et une association prenait en charge la légalisation et la responsabilité, chapeautant le tout, comme une sorte de « paravent » basé sur le plus petit dénominateur commun - la cloche à fromage.

Il y eut dès lors trois positions différentes :

- les négociateurs/rices qui mettaient en avant la solution par pâtés sans engager la totalité des occupants ;
- les négociateurs/rices qui voulaient éviter une scission ;
- celles et ceux qui refusaient la négociation n'étant pas du tout prêtEs à conclure des contrats avec les sociaux-démocrates qui essayaient d'un côté de canaliser la résistance, et de l'autre procédaient avec la violence la plus brutale (mouvement anti-nucléaire, lutte pour les maisons, quartiers de haute sécurité).

Il n'y eut pas de débat ouvert et honnête entre négociateurs/rices et non-négociateurs/rices. Par contre, il y eut des compromis tactiques et pourris. Par exemple, au sujet du modèle de la cloche à fromage : si le Sénat arrête d'expulser, laisse en paix toutes les maisons et libère les prisonnierEs, il y aura des négociations à ce moment-là.

L'essor du mouvement avait été rendu possible plus par les fautes et la balourdise du pouvoir - le nouveau Sénat chrétien-démocrate - que par notre propre force. Les flics avaient procédé à de nouvelles perquisitions et expulsions, les avaient tellement provoquées que la coupe était pleine.

Moments offensifs

La bataille de rue qui a suivi la perquisition de la maison du 6 de l'Adalbertstrasse et l'émeute de Goltz au cours de laquelle une maison a été tenue pour la première fois en érigeant une barricade dans la rue, furent les premières expressions de ce renforcement.

La manifestation contre la mairie de Schöneberg, la promenade à travers Grunewald et la manifestation contre Haig furent des actions offensives organisées par tous les groupes de gauche importants (les sociaux-démocrates et les jeunesses socialistes ne sont pas de gauche) et ont été menées selon des formes de résistance différentes. Celles-ci se complétèrent et le résultat fut positif pour tous les groupes participants. C'était une communauté offensive qui pouvait opposer à la puissance étatique quelque chose de transmissible et compréhensible pour des gens extérieurs et qui mettait le Sénat sur la défensive. Ce fut le cas à l'occasion de l'assaut contre la mairie de Schöneberg, lancé après une manifestation pour la libération des prisonnierEs, contre les expulsions et en soutien au débat sur l'amnistie mené par la Liste Alternative du Parlement de Berlin. De même pendant la manifestation de Grunewald qui a traversé le quartier résidentiel et les villas des gros spéculateurs. Ce n'était pas nous mais la Liste Alternative, la Bürgerinitiative de Kreuzberg 36 qui avaient lancé l'idée de ces deux manifestations. Comme pour nous le thème de la rénovation était accessoire, nous n'avons pas très bien compris immédiatement la signification et la justesse de la manifestation de Grunewald. À cette occasion, les financierEs et les usurierEs - un nerf vital de Berlin - furent directement menacés. Ils/elles prirent tout cela très au sérieux et bien plus sérieusement que nous - par la suite, quelques unEs ont vendu leurs villas et ont quitté Berlin. Nous aurions dû poursuivre directement pour hâter le départ de celles et ceux qui sont restés.

Tuwat, les expulsions et les conséquences

Le Congrès de Tuwat⁵, annoncé par tambours et trompettes, déçut l'attente que l'appel avait soulevée. Des discussions fructueuses sur l'Autonomie eurent bien lieu, mais elles nous conduisirent à surestimer notre force : il était faux de placer Berlin-Ouest au centre de tout, comme s'il n'y avait pas au même moment des luttes importantes en Allemagne de l'Ouest. Tuwat fut un bide et le contenu comme la forme de l'appel très vulnérables, donnant lieu à un tas de détournements de sens. Tuwat devait être une tentative de coordination des mouvements partiels pour tirer un enseignement des expériences diverses vécues par les gens. Mais cela n'a pas du tout marché. La tentative était mauvaise mais l'objectif juste.

Grâce à Tuwat, des tas de gens sont venus à Berlin avec, pour préoccupation principale, une dérive et une consommation des espaces libérés conquis. Des actions dirigées contre la population se multiplièrent, des vitrines de magasins - petits et moyens - les voitures de gens non impliqués, furent détruites, des passantEs agresséEs, etc.

Comme en tant que mouvement et en tant qu'individus nous ne savions pas précisément ce que nous voulions obtenir et comment, il nous était aussi très difficile de savoir comment nous comporter avec nos alliéEs et nos parrains libéraux. Il y avait des appréciations différentes sur l'État et ses manières de réagir. Une partie refusait ces alliances par peur de se faire avoir, une autre qui plaçait son espoir de rester dans les maisons justement sur ces gens-là, se laissa endormir et enfermer a priori dans la non-violence morale et la défensive. Les alliances avec des groupes alternatifs et libéraux ne sont pas erronées. Si nous avons un point de vue et une force propres, et si les débats se déroulent de la manière la plus ouverte et honnête possible, nous n'avons pas à avoir peur de nous faire embobiner.

Il est injuste d'attribuer aux Alternatifs/ves l'échec du mouvement radical d'occupation de maisons. Il n'a été rendu possible que par notre faiblesse interne à affronter la réalité autour de nous. À vrai dire, il était déjà très difficile de se présenter devant l'opinion publique vu la diversité des opinions régnant dans le milieu des occupantEs et le fait que nous y soyons quand même parvenuEs montre la force du mouvement.

On a dit dans le mouvement : « chaque maison évacuée est une défaite, la résistance qui suit n'est pas faite que de colère et de désespoir. » Nous disions : « Nous ne pouvons pas empêcher avec des moyens militaires qu'une maison soit évacuée ; une expulsion ne devient une défaite que lorsqu'il n'y a pas de résistance. Si le Sénat ne peut plus se permettre politiquement d'expulser par peur d'une escalade de notre part, c'est aussi un succès pour le mouvement, la résistance sort renforcée de la confrontation ».

Le 22 septembre a été ressenti par la majorité d'entre nous comme une défaite totale. Mais ce n'était une défaite qu'en partie.

1. Klaus- Jürgen Rattay a été assassiné. Quiconque combat cet État doit s'attendre à ce que celui-ci marche sur des cadavres. Cela ne doit pas nous terroriser.
2. Huit maisons ont été évacuées mais jamais il n'y avait eu de résistance aussi massive - la manifestation « des décombres » sur Potsdamerstr., la Potse et la cinquantaine d'attentats en une nuit ont montré notre force.
3. Après cela, des groupes de défense du Kiez se sont constitués pour mieux se protéger contre de nouvelles expulsions. Ils auraient rendu notre résistance plus efficace.
4. Cette menace d'escalade dans le conflit et le désarroi qui régnait au Sénat ont permis une « trêve » de six mois aux expulsions.

« Psychose de la trêve » et résistance

Pourtant le 22 septembre a été un tournant parce que beaucoup de gens ont compris que le Sénat pouvait marcher sur des cadavres et qu'une fin rapide des luttes n'était pas en vue. ChacunE dans son coin a ruminé ses angoisses. « Une perquisition ne vaut pas qu'on risque sa vie ». Si aucune résistance n'était menée lors d'une perquisition, les flics tentaient alors l'expulsion. À peine une résistance timide se dessine qu'arrive la prochaine expulsion. Ces incertitudes offrirent à l'appareil d'État la possibilité d'appliquer la tactique « diviser pour régner ».

Pendant cette trêve notre ennemi commun ne se fit plus voir aussi souvent et ne nous permit plus d'être soudéEs: les relations entre chaque maison étaient encore relativement récentes et il n'y avait souvent pas d'objectif commun au-delà des maisons. Comme l'atmosphère dans les maisons n'était plus aussi chouette, beaucoup réfléchissaient désormais aux risques qu'ils/elles prenaient. Le mouvement peu de temps auparavant encore fort, mourut lentement dans les frustrations et les drogues.

Les ambitions qui s'étaient exprimées dans l'euphorie de la lutte comme celle de vivre ensemble dans de grands groupes, de faire presque tout ensemble, s'évanouirent. Désormais, nous payions la superficialité de l'été du mouvement. Comme la plupart du temps tes conflits avaient été ajournés parce que la lutte vers l'extérieur était plus importante, tout s'écroula en même temps. D'un coup les contradictions entre les maisons

apparurent au grand jour. Une nouvelle fois, c'est notre incapacité à trouver des bonnes formes de relations interpersonnelles pendant la période de la résistance qui a empêché une continuation positive.

Une vision de ce que nous attendons les unEs des autres ne naît pas et ne se réalise pas en une nuit ; c'est un processus de longue durée où tous/tes nous progressons. On ne peut changer totalement en un an les structures qui ont déterminé toute notre vie jusque-là.

Les rencontres au niveau des pâtés de maisons étaient une bonne amorce. Plusieurs maisons occupées et, lorsque c'était possible, des locataires s'associaient plus étroitement, essayant de se défendre ensemble et de construire quelque chose de positif : bien sûr, agir ensemble contre le Sénat, les flics et les spéculateurs, mais aussi améliorer l'environnement de tous les habitantEs (par exemple, cours intérieures transformées en jardins).

Mais ces discussions n'ont été qu'ébauchées et menées par trop peu de gens. Sinon, il y avait deux niveaux - les occupantEs alternatifs/ives en partie apolitiques et les occupantEs qui concevaient leur maison de manière uniquement militaire et stratégique.

À cette époque apparut l'A.G. autonome de Kreuzberg, à l'initiative de gens qui s'étaient connus lors des luttes pour les maisons et qui avaient des idées communes sur la lutte à mener. Plusieurs groupes ont été formés pour travailler en commun : anti-nucléaire, lutte pour la maison, mouvement anti-guerre, groupe anti-répression. Nous partions du principe que nous ne voulions pas combattre uniquement contre la destruction de la ville, mais que nous pouvions nous opposer à la politique de destruction étatique ensemble et en coordination avec les autres mouvements spécifiques. Nous avons évacué un peu rapidement les problèmes des occupantEs des autres maisons comme des problèmes « psy » ; comme nous n'en comprenions pas le sens, nous n'y avons pas réagi de manière assez solidaire. Nous avons connu des processus évolutifs différents et nous n'avons pas les mêmes bases de départ. Tandis que certainEs s'étaient déjà coltinéEs ces problèmes il y a quelques années, d'autres étaient relativement jeunes et il était très difficile de créer un équilibre opératoire. Ces contradictions internes et la superficialité de nos rapports humains ne permirent pas de travailler efficacement ensemble mais malgré tout ce fut un pas vers « l'offensive de printemps ».

L'offensive de printemps 82

Ce fut plus une campagne parachutée, un spectre d'autres temps. La réflexion fut la suivante : comment pouvons-nous activer un nouveau débat de masse et quelle résistance pouvons-nous opposer aux expulsions prévisibles ? Nous avons senti le danger de l'émiettement et de l'atomisation et nous voulions l'enrayer. La tentative de rencontre avec des syndicalistes et des parrains⁶ était faite dans l'optique d'une prochaine expulsion. Même chose pour les rencontres avec d'autres fractions du mouvement. La « semaine d'action » fut préparée par quelques-uns mais donna à tous/tes la possibilité d'apporter leurs idées et leurs conceptions. Ceci n'eut guère d'utilité parce qu'aucun groupe autonome ne travailla de manière continue et que beaucoup regardaient chez le/la voisinE pour voir s'il lui venait de bonnes idées.

Une information courut avant la « manif du grand nettoyage de printemps » comme quoi les flics voulaient l'utiliser pour nous intimider en prévision de la visite de Reagan, et casser la manif. Malgré cela, nous voulions maintenir la manif mais nous n'avions aucun intérêt à une émeute dispersée. Nous voulions rassembler beaucoup de monde et descendre dans la rue ; elle devait exprimer notre sentiment de communauté, d'appartenance à une collectivité en lutte contre l'État. Nous voulions aussi mieux nous organiser après les expériences de la manifestation sur le Salvador en janvier, où quelques jets de pierres irréfléchis contre les flics à partir des derniers rangs, donnèrent au commandement le prétexte pour ordonner une charge contre tout le cortège, principalement dirigée contre les non-militantEs, tandis que les militantEs étaient repousséEs sur les côtés et épargnéEs.

Nous comptions avant tout sur des chaînes solides pour rendre plus difficiles les attaques des flics. Notre expérience nous enseignait qu'il y avait infiniment moins de blesséEs et d'interpellations lors d'attaques policières quand les manifestantEs solidement enchaînéEs restent sur place que lorsque les gens courent, en proie à la panique. La voiture haut-parleur eut une fonction importante - toutes les informations y étaient centralisées puis redistribuées - les décisions concernant la poursuite de la manifestation ont été prises par le

plus de gens possible ; le système d'information interne qui apportait des renseignements sur la stratégie des flics fonctionna à merveille.

Ainsi nous avons obtenu, en menaçant simplement de dissoudre le cortège, que les troupes d'assaut déjà postées aux carrefours et prêtes à bastonner, regagnent leurs cars. Ensuite, la manifestation continua. Nous étions en sécurité grâce aux chaînes solidement organisées. Le journal *Radikal* a critiqué cette manifestation comme expression d'une « politique de cadres » sans proposer d'alternative concrète de défense d'une manif de masse contre les flics. Grâce à cette mobilisation, le « nettoyage de printemps » et l'expulsion de la Kopischstrasse, d'autres expulsions prévues ont été évitées car le Sénat craignait des incidents pendant la parade militaire des alliés et la visite de Reagan.

La visite de Reagan

La semaine d'action contre l'OTAN était aussi une occasion pour préparer le 11 juin. Ses objectifs furent discutés à fond par un groupe restreint à l'occasion du sommet de l'OTAN et de la venue de Reagan, Haig Genscher et Schmidt. Les objectifs étaient :

- désorganiser le show propagandiste et démasquer les « messagers de paix » comme bellicistes ;
- mener un débat avec le maximum de gens (également avec le mouvement pacifiste) sur les moyens d'arrêter la guerre menée en permanence par l'impérialisme (si nous voulons la paix, nous devons organiser la lutte de libération) ;
- ne pas faire une simple manif-émeute mais plutôt manifester avec le plus de monde possible le 11 juin contre le show et les projets de recherche militaires situés à Berlin ; ne pas respecter l'interdiction de manifester à laquelle nous nous attendions.

Nous avons totalement atteint le premier et le quatrième objectifs.

Les visiteurs du Château étaient la claque des « Jubelberliner » payés et transportés à pied d'oeuvre⁷. Cette fois-ci on ne voyait guère de petits drapeaux US de la Bild. Quant aux contenus de la semaine anti-OTAN, ils ne passèrent pas. Les préparatifs pratiques des activistes avaient pratiquement épuisé l'énergie. Les fractions réformistes du mouvement pacifiste avaient tout fait pour qu'il n'y ait pas de manifestation commune le 11 juin. Cela facilita la tactique d'encerclement et le terrorisme d'État. La répression et la simple menace répressive provoquèrent un sentiment d'incertitude. Lors de la première assemblée générale on put entendre des mots d'ordre offensifs mais lors de la dernière, le projet de manifestation était presque abandonné.

L'absence de débat sur les conséquences possibles de notre offensive provoqua, lors de la contre-attaque de l'appareil, l'écroulement de notre force collectivement acquise. La Liste Alternative se débattait dans des contradictions internes et fut mise hors de combat par les tirades hystériques qui suivirent l'interdiction et l'attentat terroriste contre son siège. Quelques maisons occupées furent menacées de l'application de l'article 129 (sur les associations terroristes) ; les dégâts des raids policiers du 11 juin et la campagne contre les « sanctuaires criminels » montrèrent leur efficacité. L'opération qui consista à faire d'un « groupe autonome K 36 » le grand organisateur occulte aussi dangereux que la RAF, n'avait pour but que d'intimider.

La manifestation du 11 juin était bonne et juste. Mais nous n'étions pas assez fortes pour amortir la riposte de la puissance étatique ; il s'ensuivit un éparpillement des groupes qui travaillaient en commun et il ne s'est rien passé depuis avec le mouvement anti-guerre. Nous n'avons pas donné un suivi aux idées bonnes et correctes comme celle d'agir contre les entreprises et les instituts de recherche et d'armement. Le Conseil anti-guerre disparut par manque de forces collectives vraiment efficaces. Nous n'avons rien tiré de positif de ce succès à court terme que fut le 11 juin.

Un coup d'essai

À l'automne nous avons eu l'idée de la « campagne pour une solution globale » pour réagir aux expulsions en cours. Son objectif était de rassembler tous les groupes parce que c'était la seule façon de tenir les maisons et que ce rassemblement pouvait seul permettre de mener un véritable débat. Nous revendiquions des contrats pour les maisons qui le veulent, le maintien du statu quo pour celles et ceux qui refusent les négociations.

Tout cela devait être pris ensemble dans le paquet de revendications. Il était clair dès le départ que cette campagne était branlante. Le but était que les idées des différentes maisons puissent s'exprimer. Toute cette affaire a été créée par quelques personnes qui entre autres étaient convaincues qu'obtenir un statut d'occupation pour plusieurs années était un succès. Le pas de s'opposer à l'État de manière contradictoire au niveau des objectifs (négocier, ne pas négocier par exemple) a été franchi presque un an et demi trop tard. À ce moment ce n'était plus qu'un pas tactique à usage externe : les négociateurs/rices du côté officiel s'étaient plus impliqués dans cette question que les « intéressés » eux/elles-mêmes.

En juin 1983 il ne reste plus que dix maisons sur quarante tenues par les non-négociateurs/rices. La dernière tentative de sauvetage par la « solution globale » avait échoué ; néanmoins, il aurait été préférable de parler une fois ensemble encore au lieu d'enfler ses bottes et de s'en aller chacunE pour soi sans tambours ni trompettes.

Reste une question : comment un mouvement peut-il sur une longue période tirer sur une seule corde en même temps ?

Un mouvement est toujours diffus puisqu'il est composé de gens différents qui combattent avec des objectifs différents. Ce que nous avons en commun était plutôt déterminé par notre ennemi commun mais nous devrions trouver ce qui nous lie indépendamment de celui-ci. Nous ne pouvons être qu'une partie d'un mouvement qui pousse à un changement social. Nous devons nous confronter plus précisément aux autres parties du mouvement : qu'est-ce que leur résistance ? Quelles conditions de vie ont-elles ?, etc.

Nous avons beaucoup tablé sur les contradictions au sein du Sénat. Il est exact que les contradictions internes du pouvoir peuvent nous servir, mais il n'est pas correct de fonder notre stratégie là-dessus car on en arrive rapidement à des magouillages tacticiens, où on se laisse dicter les conceptions de la lutte.

Nombre d'entre nous ne pouvaient se ranger derrière les revendications énoncées dans la « solution globale », mais nous n'avions pas la force de les imposer. À cet instant il ne restait plus grand chose de la grande communauté, hormis le fait que nous vivions dans des conditions de logement illégales. Les non-négociateurs/rices produisirent l'illusion qu'il pouvait y avoir une paix avec l'État, ce qui est impossible car l'État est là pour briser toute résistance. Si nous lui tendons le petit doigt, il nous prend toute la main. Nous avons exigé le maintien du vieil état des choses mais c'était défensif. Nous avons aussi éveillé l'illusion de pouvoir faire revivre la vieille force d'autrefois, mais ça n'était pas possible : la fraction radicale du mouvement aurait dû se rassembler plus étroitement pour retrouver une perspective et une capacité d'action et pour interpeller une nouvelle fois les autres... Mais le refus de négocier est resté plus un sentiment, sa pratique concrète et stratégie ne se développèrent que beaucoup plus tard. Nous n'avons pas opposé autre chose que nos formes d'action dépassées, comme le militantisme dur de masse (les flics avaient appris bien plus de choses que nous) aux expulsions de la rue Pflüger/ Reuter à Neuköln - des maisons occupées par des non-négociateurs/rices qui passèrent pour des « repaires de criminels » - et de la rue Maassen - occupée par des négociateurs/rices en contact avec la Neue Heimat (organisme immobilier géré par le syndicat unique DGB - NDT).

Plus tard, à la suite des expulsions de la Maassen, il était clair que la solution globale avait échoué. Pour la première fois, les négociateurs/rices se sentirent existentiellement trahis et se battirent donc pour l'unité et la capacité d'action. Chez nous, la tension était déjà tombée et les autres étaient déjà trop faibles pour agir seuls. Une nouvelle chance s'éloignait ; nous n'avons jamais défini très précisément quels étaient les objectifs de cette campagne pour une solution globale et nous avons aussi quelques crampes d'estomac insupportables à cette idée.

Un débat réel entre les maisons qui se sentaient jusque là en sécurité eut lieu à ce moment. Il s'ensuivit par exemple pour la Luckauer 3, les 44-45 de l'Organienstrasse à Kreuzberg des signatures de contrats dans une ambiance de « sauve-qui-peut ». Le combat pour la maison, à quelques exceptions près, était mort.

Ces solutions individuelles de la part de maisons occupées par de véritables opposants aux négociations donnèrent le coup de grâce au désir de promouvoir une conduite commune.

Lors des expulsions des maisons des non-négociateurs/rices de la rue Buttman (Wedding), de la rue Steinmetzer, etc., nous n'avons pas pu réagir de manière adéquate bien que les habitants de la rue Buttman

eussent développé leurs propres initiatives, condition nécessaire pour qu'une résistance ait vraiment lieu pendant une expulsion.

Pendant l'hiver 1982/1983, la situation du mouvement d'occupation des maisons était passablement mauvaise. Elle était confuse et personne n'avait la moindre idée de ce qui pourrait bien se passer. Il y avait à la fois un processus d'individualisation, une rupture et un encerclement. La nouvelle tactique des flics, expulser juste assez de gens pour éviter une explosion collective de colère nous a paralysés en tant que mouvement, nous nous étions déjà enlisés dans la simple réaction. La répression et les offres de négociations nous ont désuniés. Mais l'État à long terme ne laissera pas en paix les maisons légalisées et des expulsions de type ASOG⁸ sont prévisibles. L'État a beau jeu face aux isolés. Tout cela avait marché si bien parce que pour la majorité c'étaient les tripes qui avaient poussé au combat, mais le but et les raisons n'avaient jamais été clairs. Nous avons été refoulés sur quelques terrains et nous étions devenués insignifiants comme force politique. Alors que nous aurions pu faire des déclarations au Conseil des OccupantEs K 36 et 61 qui étaient prises au sérieux ; cela était désormais sans contenu. Malgré tout, il restait encore quelques rudiments de structures, principalement dans le ghetto K 36 ainsi d'ailleurs que des micro-milieus à Schöneberg, Charlottenburg et Wedding... Mais elles ne collaborèrent pas. Le Sénat avait travaillé trois ans pour en arriver là : séparer les « mollis » (cocktails Molotov) des « müsli » (babacools), les activistes des suivistes. Dans cet état de morcellement et d'encerclement, la répression et les emprisonnements avaient plus d'efficacité, entraînant notre affaiblissement vu le nombre croissant de personnes effrayées.

Lors de l'expulsion du 39 de la Wax (une maison de non-négociateurs/rices à K 61) où les occupantEs avaient déterminé eux/elles-mêmes le moment précis de l'expulsion en perturbant l'ordre public, quelques activistes redevinrent entreprenantEs. Au moment de l'expulsion, des vitres volèrent en éclats. Le lendemain, une assemblée de sympathisantEs se déploya sur le Kiez et fut capable d'agir même sans la présence des flics ; elle s'appropriait collectivement une partie des « richesses » au supermarché Mann. De nombreux/ses passantEs se réjouirent de ces petits cadeaux et les activistes remplirent leurs réfrigérateurs pour le week-end. Cette pratique se poursuivit pendant quelques semaines.

Pour s'opposer à la politique du Sénat et des flics, on décida d'organiser une action sur le Kudamm pour le jour de Pâques. Elle n'était pas ciblée avec précision, il s'agissait d'amener le chaos sur le Kudamm ; l'atmosphère de chaos que connaissait Kreuzberg, une atmosphère pas toujours positive car elle signifie aussi la provocation des flics et l'état d'urgence. Tandis qu'une partie des activistes prenait l'action pour une plaisanterie, une autre la critiqua parce qu'elle n'était pas assez ciblée, qu'elle n'assurerait aucun succès à nos idées car quand un millier de flics patrouillent sur le Kudamm en embarquant une quarantaine de personnes en ASOG pour quelques oeufs de Pâques lancés et une devanture brûlée chez Kempovski, cela ne peut pas aller bien loin.

Le jour Z - une nouvelle occupation à Steglitz, des sympathisantEs mobilisés à partir de différents lieux de rassemblement. Notre force dans la rue n'était plus ce qu'elle était en 1981, beaucoup avaient peur et beaucoup prirent des coups. Beaucoup parmi celles et ceux qui avaient fait l'expérience d'actions semblables comme les jours X et Y (occupations de maisons préparées de manière clandestine) se tinrent à l'écart ou n'apportèrent pas leur expérience. En de telles occasions, des difficultés semblables à celles que nous, les vieux et vieilles activistes, avions reprochées ces dernières années aux soixante-huitardEs surgirent chez nous, par exemple celle de briller par leur absence ou de pouvoir transmettre des expériences qui ne paralysaient pas mais qui étaient productives.

Convaincus de disposer de forces suffisantes à K 36 pour résister, nous lançâmes une campagne : « Lutte les copains/ines si K 36 est expulsé ! ». Nous entrevoyions pour K 36 une chance de gagner quelque chose dans la foulée. Il y eut encore plus de discussions sur notre résistance. Une assemblée, le 11 juin, fit renaître l'espoir. Pour beaucoup, le combat pour la maison restait toujours très important ; parce qu'il n'était pas seulement réduit à l'occupation : ils/elles ne voulaient pas attendre l'expulsion pour réagir, mais la devancer par des actions. Plusieurs attentats provoquèrent la réaction hystérique de la presse et du Sénat. Des photos d'identité judiciaire de personnes qui avaient été pincées à proximité d'un dépôt d'essence parurent dans la presse.

Une expulsion ASOG à K 61 ainsi qu'un gros déploiement de flics avec un quadrillage massif avait été effectué ; le succès en fut déplorable. Il y avait toujours des actions, mais seules deux d'entre elles allèrent jusqu'au bout à coups de cocktails-molotov, ce que les flics exploitèrent abondamment et montèrent en épingle comme l'action de terrorisme de haut vol.

La lutte pour les maisons devient une crispation sur la maison :

On organisa une action contre la criminalisation. La mobilisation fut faible et une discussion plus large ne put se dérouler avec des Alternatifs/ives et des libéraux/ales de gauche. Dans ce climat de manipulation il était clair que la manifestation offrait un cortège de prisonnierEs aux provocations policières. La manifestation devait se rendre devant Springer et le Tagesspiegel et tout le monde était d'accord. Beaucoup d'entre nous ne s'y rendirent pas ou simplement pour voir. Un comportement que nous avons toujours critiqué. Le cortège était assez clairsemé et les flics s'attaquèrent très rapidement aux gens qui étaient aux côtés de la manifestation. Instruits par nos expériences, nous ne voulions pas continuer mais nous attendîmes jusqu'à ce que les autres soient libéréEs. C'était contraire à notre « dignité » de continuer à organiser la manifestation et nous discutâmes avec les autres, les jeunes. Ceux-ci avaient une tout autre conception ; ils pensaient qu'il fallait s'infiltrer dans la manifestation même s'ils se trouvaient dans une position d'impuissance complète. Nous quittâmes petit à petit la manifestation. Au bout de plusieurs heures, environ cent cinquante personnes atteignirent Springer avec trois cents flics. Ceux-ci se sentirent très bien et nous, nous nous sentions frustréEs.

Ces campagnes de criminalisation et de manipulation provoquèrent un rapprochement plus étroit. Les délimitations mesquines n'apporteraient plus rien. Les besoins d'organisation - pour pouvoir mener le combat sur des bases plus solides et apprendre ensemble les fautes passées - apparurent chez quelques-unEs. En effet, les erreurs des soixante-huitardEs avec leurs organisations de cadres aliénées ne pouvaient être faites.

Notre rapport aux autres, comme la Liste Alternative, des fractions du mouvement de la paix, des projets alternatifs et des groupes progressistes doit être dorénavant défini dans une confrontation plutôt que par une démarcation rigide. Dans la dernière période il y eut des discussions avec des membres de la Liste Alternative qui n'avaient aucun intérêt à ce que notre résistance se gèle en se présentant pour la résistance conséquente contre l'État. Nous n'avons aucun intérêt à nous regarder le nombril et à mener une « guerre privée » contre les flics, mais au contraire nous voulons trouver de nouvelles voies pour sortir de la défensive. Nous avons intérêt à un large débat que nous voulons mener avec un point de vue propre pour trouver des possibilités d'action commune (par exemple pour l'automne, sur la politique de l'immigration, sur la vie comme nous nous l'imaginons, contre la destruction des structures de quartiers...).

De petites éclaircies

Après ces petites digressions revenons au déroulement chronologique. Le Wax 43 (une maison à K 61 aux contrats presque parfaits) fut expulsé ; la Tour (une des plus anciennes maisons, occupée par des non-négociateurs/rices à K 36) perquisitionnée par les flics en dehors de toute programmation. De nombreuses personnes descendirent spontanément dans la rue mobilisées par « Luttez, les copains ». Les actions dans la rue montrèrent pourtant que notre résistance n'était pas entièrement moribonde (comme nous l'avions estimé dans notre ghetto). Le 8 juin l'ultimatum de la Tour était passé. Les activistes ne voulaient pas attendre l'expulsion, un moment où les flics sont beaucoup mieux préparés à jouer leur rôle dans un scénario d'expulsion. Pour beaucoup de gens dans le mouvement il était clair que l'expulsion de la Tour ne se déroulerait pas sans résistance. Aussi, l'ajournement de l'ultimatum et la parution dans la Taz (*Tageszeitung* « le quotidien », le *Libé* allemand) d'une information ambiguë ont eu pour conséquence que beaucoup ne savaient pas que lors de cette expulsion auto-décidée ce mercredi-là, pourquoi il y avait une bataille nocturne dans le quartier. La transmission s'était déroulée de travers et il était ainsi difficile pour beaucoup de s'attendre à une attaque sans avoir la colère au ventre provoquée par une expulsion, bien que cette fois-ci il s'agissait aussi de la défense de

notre propre espace vital et qu'une résistance organisée dans la rue fait éclater entièrement le sentiment d'impuissance.

La vraie colère était bien présente le 18 juin : l'« Action Conservatrice » (KA) venait à Berlin soutenue par le Sénat et les flics. Une large alliance allant de la SPD à la Liste Alternative jusqu'aux radicaux/ales manifesta à plus de 20.000 personnes contre la venue de l'AC à Kreuzberg où elle voulait distribuer des tracts aux Turcs. À la porte de Cottbus, un Turc était arrêté portant une banderole. La colère accumulée se donnait libre cours. Les flics dispersèrent le cortège, une grande partie des manifestantEs se replia dans le quartier, des barricades furent élevées et des pavés furent lancés. Les soi-disant « faiseurs/euses de chaos » n'étaient pas les seulEs à construire des barricades et à se défendre, des étrangerEs et des loubardEs firent la même chose - C'était vraiment spontané bien que ce fût dans les têtes depuis longtemps.

Les flics pour se venger expulsèrent au cours de l'émeute le coin des occupantEs de la place Henri. D'autres maisons devaient être vidées mais les combats de rue les en empêchèrent (d'après la radio des flics). Cette émeute était la conséquence de la terreur quotidienne à Kreuzberg où les flics sont constamment présents comme des occupants, où la situation sociale des étrangerEs est dégueulasse. Pour la première fois un objectif commun était largement partagé : contre le racisme personnifié par l'Action Conservatrice.

Le 27 juin, deux maisons à Kreuzberg (allée Leuschner et la Tour) ainsi que cinq maisons à Charlottenburg étaient vidées : certaines étaient en négociation avec la Neue Heimat. Pour beaucoup, il était devenu clair que l'État n'était pas intéressé à l'aboutissement des négociations mais seulement à l'affaiblissement de nos structures et de notre résistance. Lorsque les pierres volèrent par milliers, le Sénat s'était mis à la table des négociations, maintenant que nous n'avions plus la force, il rompait la totalité de ses promesses. Par exemple, maintenant il ne reste plus à Charlottenburg que deux maisons occupées par les négociateurs/rices sur onze.

La fin de la chanson ?

Nous pensons qu'il sera très important d'assumer l'expérience de notre histoire au cours de nos prochaines activités. Il serait chouette que d'autres fassent connaître leurs expériences que ce soit chez les négociateurs/rices, chez les gens de Schöneberg ou d'autres mouvements partiels.

Nous discutons encore entre nous un bilan global. Nous sommes en train d'entrevoir beaucoup d'erreurs et de tirer une ébauche pour de nouvelles stratégies. Mais nous pouvons déjà présenter quelques points à la discussion.

La pression constante et la tension permanente pendant le conflit ont mis en question de nombreuses relations entre nous qui étaient pour le moins superficielles. Nous voulons désormais construire consciemment des groupes sur la base des expériences sans s'isoler des autres structures de résistance. Il n'y a plus de mouvement ici depuis longtemps. La lutte quotidienne et la nervosité ont succédé à l'euphorie. Si maintenant nous utilisons le « nous », nous parlons en premier lieu des gens qui veulent transformer le monde par leur lutte révolutionnaire et qui, à cette fin, veulent se joindre à des gens semblables. Il est très important que celles et ceux qui ont vécu de nombreuses expériences conflictuelles avec l'État et qui n'ont pas une utopie d'une autre voie uniquement dans leur tête mais qui ont toujours voulu transformer les limites du changement, les mettent à la disposition de tous et toutes. Afin de ne plus recommencer le mouvement toujours depuis le début, mais pour faire un pas en avant dans notre lutte de libération.

Notre objectif n'est ni la secte ni le parti, mais un développement des structures de résistance existantes. Nous voulons, à partir de nos présupposés, trouver avec celles et ceux qui veulent une transformation une pratique commune (par exemple, les Comités Internationalistes, les groupes pacifistes indépendants, les groupes d'émigréEs et des fractions de la Liste Alternative qui ne voient aucun intérêt dans une stratégie d'intégration à la social-démocratie). Il s'agit pour nous aussi de construire une structure de vie qui ne puisse pas être détruite par les expulsions. Cela veut dire plus d'auto-organisation à K 36 : des lieux de rencontre, des fêtes, une attitude commune contre les destructions et les flics-occupants.

Comment arriver à tisser un réseau des groupes activistes prochainement ? C'est bien là la question.

NOTES :

1. Ce texte est paru dans le journal berlinois *Radikal*. Ce mensuel paraît depuis huit ans avec le sous-titre : « *Revue socialiste pour Berlin-Ouest* » et représentait plutôt la contestation en dehors des groupes marxistes-léninistes. Depuis l'automne 1980, la rédaction s'est transformée et s'est définie plus clairement en prenant un nouveau sous-titre : « *Revue pour les mouvements incontrôlés* ». Désormais, *Radikal* est lié pour l'essentiel au courant non-négociateur parmi les squatters/euses et fait régulièrement l'objet de poursuites judiciaires pour « soutien à une association criminelle ou terroriste ». Ce chef d'accusation repose presque exclusivement sur le fait de reproduire des textes et des communiqués du groupe clandestin les « Cellules Révolutionnaires ».

Ces poursuites ont valu quelques mois de détention préventive à deux des responsables (ou présumés tels) de la revue et un procès qui s'est ouvert le 25 octobre. Si une large campagne de solidarité s'est engagée, il n'en reste pas moins que le numéro d'octobre qui contient entre autres un long texte des Cellules Révolutionnaires, a été saisi dans le bureau de la rédaction.

2. Dans le langage autonome allemand, une expression courante, héritée de la RAF et des Panthères Noires, dit qu'il faut choisir entre « être un porc ou un être humain » (NDT).

3. Héritiers des « Comités contre la torture », sympathisants de la RAF, partisans du statut de « prisonnierEs de guerre » pour les détenus de la RAF

4. Partisans d'un travail plus général sur les prisons et opposés à la distinction entre les détenuEs politiques et sociaux/ales.

5. Organisé en réponse au Congrès de « Tunix » (« ne fais rien ») (« Tuwat : fais quelque chose » - NDT).

6. Des personnalités et associations qui se portent garantes d'une maison (NDT).

7. Allusion aux « Jubelperser », la « claque persane », transportés à Berlin en juin 67 pour applaudir le Chah.

8. ASOG : « Loi Générale de Sécurité et d'Ordre ». Elle autorise la détention sans inculpation pendant trois jours pour prévenir des actes criminels éventuels (NDT).

Classes Dangereuses

N° 2/3

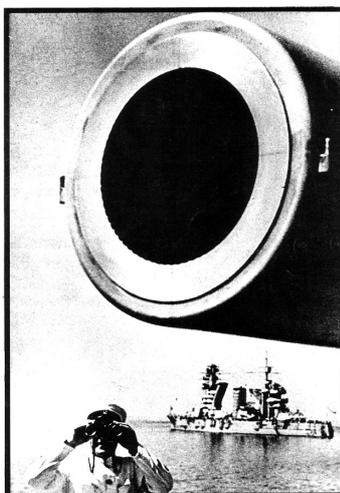
REVUE CRITIQUE D'HISTOIRE ET DE POLITIQUE

EUROSQUATTS

IRLANDE

危険な階級

AMERIQUE
CENTRALE



CLASSES DANGEREUSES

- AUTOMNE-HIVER 83 - PRIX : 40 F.